

Pole Institute
Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

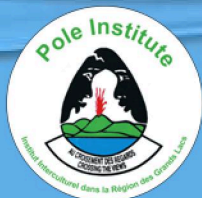
Vers les élections du 23 décembre 2018 en R.D.Congo

Dans le contexte de préparation des élections annoncées dans notre pays pour le 23 décembre 2018, un certain nombre de questions sont aujourd'hui sur toutes les langues :

- Quelle crédibilité peut-on accorder à des élections sans observateurs extérieurs et indépendants ?
- Que se cache-t-il derrière l'ambition qu'ont la CENI et le gouvernement congolais de boucler le budget nécessaire pour financer ces élections sans appui financier extérieur ?
- Comment convient-il de gérer le contentieux entre le pouvoir en place et l'opposition sur les questions litigieuses qui les opposent concernant le nettoyage du fichier électoral et abandon de la machine à voter ?
- Avec l'invalidation des candidatures de certains leaders de l'opposition, allons-nous vers des élections crédibles ou vers une mascarade électorale dont les résultats ne pourront conduire le pays qu'au chaos ?

Derrière toutes ces questions qui agitent les esprits aujourd'hui, il est impératif de tourner le regard vers les enjeux de fond dont les élections qui viennent sont la manifestation en vue du développement et de la renaissance du Congo.

C'est à cette tâche que ce numéro de Regards croisés est essentiellement consacré.



**Brot
für die Welt**

Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I, Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)

Tél.: (00243) 99 17 61 551 — (00243) 99 72 52 216 — (00250) 78 85 13 531

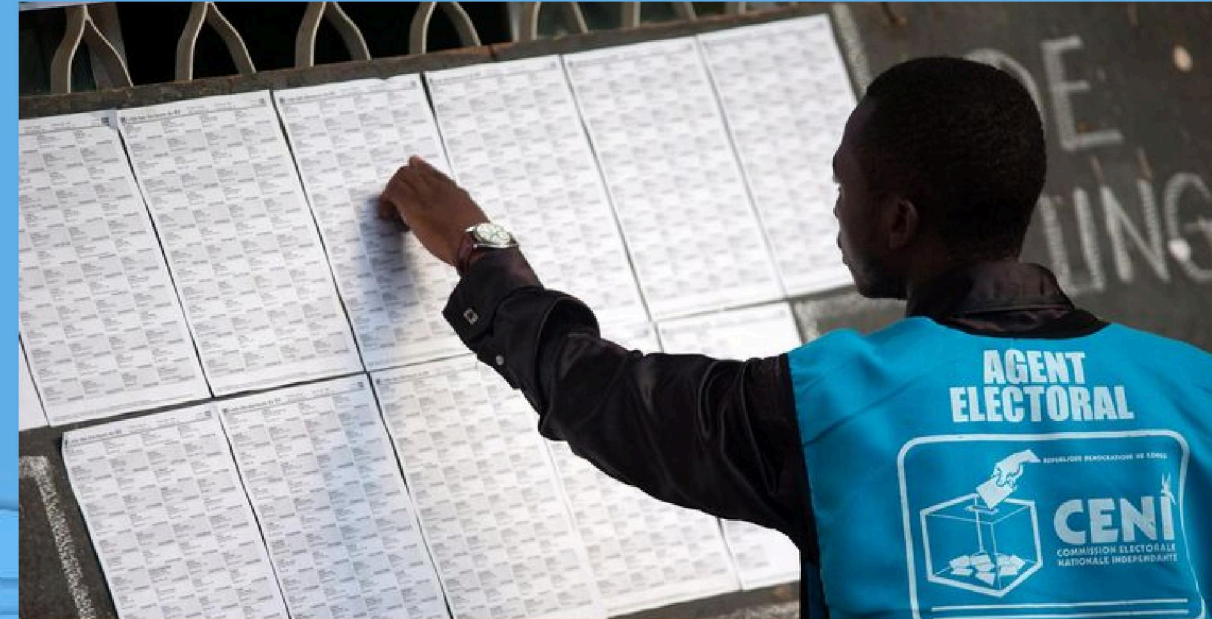
Web site: www.pole-institute.org E-mail : poleinst@pole-institute.org, poleinst@free.fr

Vers les élections du 23 décembre 2018 en RD Congo

Contexte, enjeux et perspectives

Regards croisés

n°35



Vers les élections du 23 décembre 2018 en RD Congo

Contexte, enjeux et perspectives

Novembre 2018



Regards croisés

n° 35

Vers les élections du 23 décembre 2018 en RD Congo

Contexte, enjeux et perspectives

Novembre 2018

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Regards Croisés

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction

- Aloys Tegera
- Godefroid Kä Mana
- Jean-Pierre Kabirigi
- Onesphore Sematumba
- Nene Morisho Mwana Biningo

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250) 788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@pole-institute.org, poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2018

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Auteurs

Phidias Ahadi Senge Milemba

Professeur à l'Université de Goma et Secrétaire académique de l'Institut supérieur de commerce

Jean-Pierre Kabirigi Lindiro

Chercheur à Pole Institute

Kä Mana

Directeur de la Capacitation à Pole Institute

Nene Morisho Muana Biningo

Coordinateur de Pole Institute

Innocent Mpoze

Assistant à l'Université catholique La Sapiencia à Goma

Bernardin Ulimwengu Biregeya

Chercheur à l'Université catholique La Sapiencia à Goma

Aloys Tegera

Chercheur à Pole Institute

Kennedy Wema Muhindo

Journaliste et analyste politique (Butembo)

Onesphore Sematumba

Directeur de l'information et de Plaidoyer à Pole Institute

Table des matières

Préface	5
RD Congo : La souveraineté en panne	9
Impasse politique et crise économique en République démocratique du Congo au cours de l'année 2017	19
Une rapide analyse du contexte	19
Prochaines élections générales en République démocratique du Congo	27
Longue sera La douleur d'accouchement de la démocratie !	27
Elections oui, mais pour quel lendemain ?	35
En route vers les élections du 23 décembre 2018	43
Ne nous trompons pas d'enjeux	43
Avant les élections qui s'annoncent	49
La société congolaise dans le miroir de la vérité	49
RD Congo : des élections pour poser les bases d'une nouvelle société	53
Processus électoral sans observation des instances internationales : Un flût aux trésors sans sentinelle ?	59
Les espoirs de notre peuple congolais en contexte électoral	69
Baromètre du faiseur de paix en période électorale au Congo-Kinshasa	75
Face à l'avenir	85
Les grands ressorts pour construire un Congo nouveau après les élections	85
Pour le Congo	91
Des élections gagnant- gagnant	91
Elections en RDC : à quoi sont-elles la réponse ?	93

Préface

Nene Morisho Muana Biningo

Le 23 Décembre 2018, la République Démocratique du Congo va organiser les élections présidentielles, législatives et provinciales. Ces élections sont très attendues car elles devraient permettre la première transition démocratique du pouvoir depuis 1960. Le président Kabila, dont le mandat constitutionnel a expiré depuis Décembre 2016 a finalement décidé de ne pas se représenter et de passer le pouvoir à quelqu'un d'autre. En effet, le 8 Août 2018, il a nommé un dauphin qui est supposé porter le flambeau du parti au pouvoir pour les prochaines élections présidentielles.

Alors que cette annonce a surpris tout le monde et a permis d'apaiser la tension politique dans le pays ne serait-ce que pour quelques jours, le processus électoral actuel fait cependant face à plusieurs critiques et défis. Notamment:

- L'exclusion de certains poids lourds de l'opposition qui enlève à cette élection son caractère inclusif. Il s'agit de Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba et Adolphe Muzito.
- La machine à voter, fabriquée en Corée du Sud. Elle est très contestée et qualifiée par l'opposition congolaise de machine à voler.
- Un fichier électoral tronqué, avec, selon les experts de l'OIF, environ 16,6% des électeurs congolais enrôlés par la CENI sans empreinte digitale, soit 6,7 millions de Congolais. Un chiffre important comparé aux 40 millions d'électeurs recensés. A ce chiffre, il faut ajouter 400000 mineurs enregistrés frauduleusement. En plus, selon l'OIF, environ 2,3% des 54 millions des cartes d'électeurs vierges n'ont pas été restituées, soit 1,2 million de cartes « *disparues* ». En tout, on estime à 8,3 millions d'électeurs qui « *posent problème* » pour les prochaines élections de décembre. Un chiffre qui peut largement faire basculer une élection dans un mode de scrutin à un seul tour.
- Le gouvernement congolais qui a décidé de financer lui-même les élections et de ce fait estime qu'il a le droit de refuser la présence de tout observateur extérieur pendant les élections. Alors que le pouvoir en place avait promis de mettre à la disposition de la CENI 60 millions de dollars par mois de Janvier 2018 jusqu'aux élections, les décaissements en Mai 2018 n'étaient que de 52 millions USD au lieu des 120 millions attendus. Il est donc clair que les difficultés financières de la CENI

risquent d'affecter le bon déroulement des élections.

Dans ce contexte difficile de préparation d'un scrutin pourtant crucial, un certain nombre de questions sont aujourd'hui sur toutes les langues :

- Quelle crédibilité peut-on accorder à des élections sans observateurs extérieurs et indépendants ?
- Que se cache-t-il derrière l'ambition qu'ont la CENI et le gouvernement congolais de boucler le budget nécessaire pour financer ces élections sans appui financier extérieur ?
- Comment convient-il de gérer le contentieux entre le pouvoir en place et l'opposition sur les questions litigieuses qui les opposent concernant le nettoyage du fichier électoral et abandon de la machine à voter ?
- Avec l'invalidation des candidatures de certains leaders de l'opposition, allons-nous vers des élections crédibles ou sommes-nous conduits dangereusement vers une mascarade électorale dont les résultats ne pourront conduire le pays qu'au chaos ?

Derrière toutes ces questions qui agitent les esprits aujourd'hui, il est impératif de tourner nos regards vers les enjeux de fond dont les élections qui viennent sont la manifestation.

Le présent *Regards croisés* se propose de se pencher sur ces enjeux afin d'ouvrir des perspectives fertiles pour des élections paisibles dont l'objectif serait moins celui des compétitions féroces que d'un processus gagnant-gagnant d'où notre pays sortirait uni et prêt pour les batailles de son développement et de sa renaissance.

Contexte

RD Congo : La souveraineté en panne

Aloys Tegera

L'histoire se passe sur les rives de la rivière Osso, nommée aussi Rushoga, par les riverains de la petite bourgade de Muheto en territoire de Masisi au mois de juillet 2017. Un général auto-proclamé nommé Ngwiti, ancien ex-FARDC et patron des milices Nyatura qui prétendent défendre la communauté hutue locale, est assassiné par des inconnus. Ces derniers se sont introduits dans sa résidence vers minuit après avoir maîtrisé et désarmé ses gardes du corps sans coup férir. Conscient du danger et de l'étau qui se resserrait autour de lui, le général Ngwiti envoie sa femme proposer de l'argent aux assaillants. Ces derniers refusent l'offre de l'argent et disent à la femme qu'ils sont venus chercher son mari, qu'ils savent très bien qu'il dans la maison et qu'il ferait mieux de se rendre sans opposer une moindre résistance. La réaction du général Ngwiti fut d'user de son dernier moyen de défense qui lui restait. Il tira pêle-mêle les cartouches de son revolver qui lui restaient avant d'être maîtrisé par ses assaillants qui le tuèrent par de coups de balles.

La bourgade de Muheto tomba dans la panique en attendant la nouvelle de la mort du général, l'homme fort du coin, par des agresseurs inconnus. Cependant ces derniers n'étaient pas si inconnus comme tels, car avant leur départ, les assassins du général auraient dit qu'ils veulent que leur argent leur soit rendu et qu'ils connaissent très bien les coupables qui se le sont partagés. Du coup les assaillants avaient un nom, les FDLR.

1. Les métastases du génocide rwandais.

Ce sont les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda, qui se sont installées dans l'Est du Congo depuis le génocide rwandais de 1994 et qui se sont incrustées dans toutes les veines et capillaires sanguins de la société congolaise. La métaphore artérielle sanguine n'est pas anodine. Les FDLR sont présentes partout : dans l'armée nationale avec de prête-noms, dans le commerce et le trafic de toutes sortes, que ce soit le charbon de bois, du chanvre, des minerais et autres. Elles se sont mariées avec les filles locales et ont fait de l'Est du Congo leur univers placentaire où elles sont fortement ancrées et intouchables.

Le général auto-proclamé Ngwiti les avait sous-estimé et l'a appris à ses dépens en payant le prix fort, la mort. En effet, l'histoire remonte au mois d'avril 2017. Un FDLR surnommé Taylor, sans doute un nom de guerre par allusion à Charles Taylor le libérien, s'était paisiblement installé dans le village de Busihe en chefferie Bashali dans le territoire de Masisi. Mais Taylor

n'était pas un paysan ordinaire. Il était un homme de liaison à travers lequel les fonds des FDLR transitent entre le monde réel du commerce et le monde invisible des FDLR en armes. Son existence était connue des chefs militaires de la milice Nyatura. Ils connaissaient aussi de quantités énormes d'argent et autres biens en sa possession et la concupiscence étant ce qu'elle est, ils ont décidé de s'attaquer à lui en le tuant et le butin amassé qu'ils se sont partagés n'était pas de moindre : Seize mille dollars américains, un sac des bottes, trois vaches, quatre cochons, sept moutons et autant de chèvres. Le gros du butin est revenu aux deux chefs des milices Nyatura, Kamuzinzi résident à Gahira, et Ngwiti résident à Muheto.

La répression des FDLR n'a pas tardé. Kamuzinzi fut assassiné dans les semaines qui ont suivi et sa mort surprise poussa son entourage non informé et encadré par ses gardes rapprochés à commettre des actes de vengeance contre une famille d'un de ses rivaux à Gahira, en tuant huit de ses membres et en mettant les survivants sur les routes en fuite vers le centre urbain de Goma.

Quant vint le tour du général auto-proclamé Ngwiti, il ne se doutait pas de ce qui lui arriverait surtout après l'assassinat de Kamuzinzi. Et quand ses bourreaux ont dit avoir une bonne connaissance de ceux qui se sont partagés leur argent, la panique était telle parmi les proches collaborateurs de ces deux chefs de la milice Nyatura qu'il fallait à tout prix se mobiliser pour trouver l'argent des FDLR qu'ils avaient extorqué. La meilleure façon de lever ces fonds fut une imposition pure et simple d'une taxe en dollar par famille habitant la circonscription qu'ils contrôlent.

De tels incidents ne sont sans doute pas isolés et il y a des milliers des cas semblables dans plusieurs localités de la RD Congo, mais il n'empêche pas que des interrogations profondes nous interpellent.

2. La parcellisation du pouvoir réel aux mains des bandes armées.

J'ai récemment assisté à la préparation d'un voyage d'un pasteur en mission dans la région entre Mweso en territoire de Masisi et Nyanzale dans le Bwito en territoire de Rutshuru. Il a passé toute une matinée au téléphone pour communiquer avec X et Y qui contrôlent un morceau de route entre un axe donné et le feu vert donné par ces chefs de différentes milices vaut un visa réel sans lequel on ne peut pas accéder à ces territoires. Cette triste réalité est connue par les services de sécurité et l'administration locale qui sont incapables et impuissants. Tout en revêtant l'uniforme ou l'habit officiel de l'autorité publique, les services de sécurité et l'administration locale négocient eux aussi leur sauf conduit dans ces zones rebelles à l'instar des civils qu'ils sont sensés sécuriser et administrer. En définitive, le pouvoir réel est aux mains des chefs des milices, qu'il soit un FDLR, un Nyatura, un APCLS, un

Mai Mai Mazembe et autres. Les plus sophistiqués ont même mutualisé les actes de violence et du banditisme. A Sake, une bourgade à 30 km à l'ouest de la ville de Goma, certains miliciens se sont mis ensemble pour attaquer les camions et véhicules en circulation entre la localité de Kingi et Kimoka en territoire de Masisi. A l'aide de la téléphonie mobile, ils avaient une bonne connaissance des camions en circulation en provenance des marchés intérieurs, les passagers du camion et leurs avoirs en argent et en nature. Ils braquaient ces camions et les piller ainsi que tous les passagers dont certains étaient assassinés et la totalité du butin récolté était confié à un seul membre et selon l'importance du butin, ce dernier pouvait s'acheter soit un mini bus ou un taxi moto pour démarrer son petit business. Bref, une sorte de tontine basée sur les actes de pillages et d'assassinats. Cette pratique a fait des mois avant que ces miliciens ne fassent l'erreur de tuer un chauffeur très connu et apprécié d'un grand homme d'affaire de Sake. La population locale décida de les dénoncer tous et ils furent arrêtés par la police et emprisonnés à Goma. Mais pour combien de temps ?

Le monopole de la violence naguère un privilège et une caractéristique de l'Etat moderne a cédé la place à une parcellisation du pouvoir aux mains des bandes armées qui contrôlent des pans entiers de la RD Congo. Ces dernières s'arment, imposent des taxes et nomment ses administrateurs parallèles et plus forts que ceux du pouvoir officiel. Nous assistons à une prolifération des micro-états dans l'Etat ou du moins ce qu'il en reste.

3. Le blanchiment des criminels.

L'intégration des chefs des groupes armés et leurs effectifs au sein de l'armée nationale à travers le programme de la démobilisation, de désarmement et de la réinsertion, en siècle DDR, fut une erreur fatale malgré les bonnes intentions de recouvrer la paix par tous les moyens. A l'instar de nos politiciens qui gardent une main mise sur leur base ethnique et territoriale pour un vote utile en cas de besoin, les chefs des milices armées ont aussi gardé et cultivé leur influence non seulement auprès des hommes qu'ils ont commandé mais aussi auprès des populations et les zones qu'ils ont contrôlées. Tout en étant à Kinshasa ou ailleurs dans le pays, ils tirent les ficelles du pouvoir réel dans leurs milieux d'origine. Rien ne se passe à leur insu et ils contrôlent quasiment le quotidien de la population locale. Ils arbitrent les différends entre les personnes en conflit et se posent comme des incontournables pour une population qui leur rend bien l'ascenseur en les appelant à chaque fois qu'il y a un problème. La plupart de ces chefs miliciens ont été intégrés dans l'armée nationale parce que perçus comme « des bourreaux redoutables » à qui il fallait tendre une feuille d'olive au nom de la paix. Vingt ans plus tard, l'insécurité persiste parce qu'elle est entretenue et les tireurs des ficelles se la coulent calmement et sans sourciller.

Le processus de DDR qui a intégré dans une seule armée nationale les ex-belligérants, assassins et brigands de tous bords et la prime d'impunité qui leur a été décernée au nom de la paix furent des erreurs majeures dont la RD Congo aura du mal à s'en défaire.

Cette responsabilité collective, partagée aussi bien par les acteurs nationaux que par les acteurs internationaux a hypothéqué pour des années la chance de voir émerger une vraie armée nationale, régalienne et digne de ce nom. D'abord le processus d'intégration ou le « vetting process » n'était pas basé sur une compétence quelconque mais sur la « dangerosité » des chefs militaires qui souvent s'étaient distingués dans les pires des massacres. Il fallait les « encadrer » loin de la population civile avec les grades de capitaine, major ou colonel qu'ils s'étaient eux-mêmes donnés et aujourd'hui certains parmi eux sont des généraux nommés de l'armée nationale. Leur ascension n'est pas plus différente que celle de leurs frères en armes qui ont choisi de s'investir dans une carrière politique. Ils sont tous le miroir d'un geste politique raté. Certes il y a eu quelques actes de repêchage de dernière minute comme l'emprisonnement à la Haye de Jean-Pierre Bemba, de Thomas Lubanga, de Mathieu Ngudjolo et de Bosco Ntaganda ou encore quelques procès militaires au niveau du pays à peine audibles et convaincants. Ces mises à l'écart, certaines plus discutables et motivées politiquement que d'autres, n'ont vraiment pas changé grand-chose sur l'échiquier politique et militaire. Le résultat est en définitive une fidélisation de la plupart d'officiers militaires au pouvoir en place et toute menace à ce dernier est perçue et vécue comme leur propre menace. La défense du commandant suprême à qui ils doivent tout est un pas vite franchi.

4. Nos enfants !

L'implosion du pouvoir central depuis les années 1990 a été compensée par le repli ethnique, entraînant chaque citoyen à chercher la protection et la sécurité au sein de son groupe ou communauté d'origine. Les violences et les atrocités qui s'en sont suivies étaient non seulement vécues comme des actes patriotes d'une jeunesse en légitime défense pour la survie de leur communauté en danger, mais aussi souvent revendiquées sans complaisance face au voisin devenu un ennemi à éliminer. Le temps est passé et les milices nées et grandies dans cette violence meurtrière se retournent aujourd'hui contre leurs propres populations en imposant toutes sortes de taxes et autres tracasseries. En territoire de Masisi, une taxe incontournable à laquelle personne n'échappe dans les zones contrôlées par les milices Nyatura, c'est la taxe pour la sécurité nommée « Ndegerabuzima », littéralement, « le prix pour ma survie », payée en argent ou en nature. Une position militaire ou un poste de la police peut être à un jet de pierre mais cela ne change rien car les maîtres du terrain sont bien connus. Dans la localité de

Burumo en territoire de Masisi, un homme incapable de trouver son « impôt sécuritaire » de 15 kilos de haricots exigés fut tout simplement assassiné. A cette main-mise maximale que les milices ont sur les populations locales, il faut aussi ajouter le contrôle des ressources naturelles disponibles dans leurs zones d'influence. Le cumul du pouvoir de vie ou de mort sur les populations locales et du pouvoir économique font des chefs miliciens des personnes incontournables qui règnent en autocrates et suivent de loin le théâtre politique à Kinshasa ou dans les capitales provinciales. Ils exploitent les failles de l'armée nationale FARDC à laquelle ils ne trouvent aucun intérêt à réintégrer malgré les appels d'offres du simple fait qu'ils se perçoivent comme les défenseurs du peuple de facto. Et quand cela leur enchante, ils peuvent se présenter comme les garants de la constitution, comme naguère le chef milicien Bembe Yakutumba qui a failli s'emparer de la ville d'Uvira au mois de septembre 2017, au motif qu'il faut le départ de Joseph Kabila au 31 décembre 2017. N'eut été l'intervention des hélicoptères de la force onusienne MONUSCO, Uvira serait tombée.

Les milices communautaires acceptées et tolérées est un piège dans lequel chaque communauté ethnique, les unes après les autres, sont tombées. Aujourd'hui, il s'avère que ce piège est un leurre. Les milices communautaires constituent dans la plupart de cas le pouvoir personnel des chefs qui les dirigent au nom de la communauté qu'ils prétendent sécuriser. Ce jeu dangereux auquel plusieurs politiciens installés dans les capitales nationale et provinciales jouent, couplé avec les intérêts électoraux ou la visibilité et l'influence politique qu'ils sont supposés en tirer contribuent à la fragmentation nationale et renvoie aux calendes grecques toute sortie de crise.

5. Une fonction publique héréditaire.

Plusieurs chefs d'Etat africains tentent de préparer leurs enfants à leur propre succession et certains réussissent mieux que d'autres. D'aucuns se demandent si ces velléités monarchiques ne sont pas des icebergs d'une réalité sociale beaucoup plus profonde. Il suffit de regarder de près les institutions publiques en RD Congo pour s'en convaincre. Jusqu'à présent, aucune enquête exhaustive à ma connaissance n'a été faite mais la fréquence des postes administratifs qui passent de père en fils (pas nécessaire au même grade au début) mérite une attention pour au moins comprendre ce phénomène. Je ne citerais pas le nom, appelons le Alex. Son père travaillait pour l'office des contributions des impôts. A sa mort Alex qui à l'époque faisait ses études à l'université de Lubumbashi fut convoqué pour venir le remplacer et aujourd'hui il est parmi les hauts cadres de cette institution. Appelons le Thomas. Il travaille dans une ONG internationale à plein temps mais curieusement il est aussi un salarié de la Direction Générale des Recettes Administratives (DGRAD) et reçoit chaque mois de l'argent pour lequel il n'a pas

travaillé. Il s'avère que son papa, cadre de la DGRAD, a anticipativement positionné son fils pour le remplacer à sa mort. Enfin, Felix vient d'être embauché à la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA), une institution dans laquelle son père a fait toute sa carrière. La liste est longue et concerne plusieurs institutions publiques et paraétatiques. La question qui se pose c'est comment un poste administratif peut s'hériter de père en fils au vu et au su de tous et qu'une telle pratique soit somme toute considérée normale en RD Congo ? Le népotisme n'est pas une invention congolaise mais quand même !

Une des explications qui m'a été donnée ce qu'à défaut d'une retraite confortable les institutions publiques congolaises préfèrent embaucher l'enfant biologique dans l'espoir que il ou elle va aider les parents dans leur vieillesse. Ainsi, le droit de fonctionnement public est tout d'abord un droit de sang remontant aux premiers occupants de l'institution. Dans ce sens, l'autochtonie n'est pas seulement tribale en RD Congo, elle est aussi administrative. Cette autochtonisation de la fonction publique est désormais étendue aux partis politiques. La figure actuelle en vue c'est celle de Félix Tshisekedi qui a pris la place de son père à sa mort comme si un charisme est génétique mais il n'y a pas que lui. Un député national dans le Bashali en territoire de Masisi avait comme un suppléant son propre fils qui l'a remplacé à sa mort et les exemples sont légion. Cette « héréditisation » des espaces politiques, économiques et administratifs est une confiscation de l'appareil d'Etat par une poignée d'une élite congolaise et un blocage sérieux à tout changement, et à toute innovation et surtout une remise en cause profonde de notions de légitimité et de souveraineté en RD Congo.

6. Crise de légitimité

La notion de légitimité ne fait jamais l'unanimité car il y a toujours, et c'est sain, de poches de résistance. Mais de façon générale, disons que la légitimité est la capacité d'une personne ou d'un groupe à faire admettre sa domination, son autorité sur les membres d'une communauté ou d'une société. Dans une démocratie un responsable politique tire sa légitimité de son élection. Je ne vais pas m'étendre ici aux théories classiques de ce qu'une légitimité, qu'elle soit incarnée par l'idée de justice, ou du droit divin, d'un charisme ou d'un vote. Je ne vais pas non plus m'attarder sur ses critères opératoires que ce soient les libertés d'expression, d'association ou de manifestation, la dose nécessaire des muscles militaires dans la vie politique, les élections bonnes ou mauvaises, l'indépendance de la magistrature ou une compétition saine entre partis politiques (Raymond Gastil in *Freedom in the World*, 1987).

Dans le cas de figure de la RD Congo qui m'intéresse aucune de ces théories ne permet de décrire la réalité de ce qui se passe. En quoi pouvons-nous parler de l'autorité d'un administrateur territorial qui doit négocier avec les bandes armées son accès à un tel village donné mais ne peut y prendre aucune taxe au marché car le système de taxation est réellement villageois et appartient au chef milicien du coin ? Comment pouvons-nous parler de l'autorité d'une assemblée provinciale ou d'un sénat national dont le mandat de ses membres a expiré depuis 2011 mais qui continuent à assiéger comme si de rien n'était et percevoir leurs émoluments quand les caisses ne sont pas vides ? Comment pouvons-nous parler de l'autorité des gouverneurs dont le mandat de certains parmi eux a expiré aussi avec celui de leurs assemblées provinciales depuis 2011 ? Comment enfin pouvons-nous parler de l'autorité du président de la République et son gouvernement dont le mandat a expiré depuis fin 2016 et règne en sursis depuis l'accord magique de dernière chance de la Saint Sylvestre 2017 et qui depuis est devenu caduque car son interprétation est finalement individualisée ? La notion de l'autorité a cessé d'exister au pays de Lumumba car la légalité qui lui donne sens n'y est plus. Seule la domination reste et elle est vraiment réelle. Elle est exercée par les chefs miliciens qui ont le droit de vie ou de mort sur les populations locales dans les zones de leur influence. Elle est exercée par les pouvoirs locaux dans les zones urbaines et autres pans des territoires qui échappent aux bandes armées et concerne prioritairement la mobilisation des taxes sur tout ce qui bouge pour renflouer les caisses du trésor public, nerf de guerre nécessaire pour acheter les bons services des collaborateurs de la domination. Elle est exercée par la logique d'un fonctionnement public héréditarisé qui profite du système de redistribution des taxes auxquelles ils ont contribué à mobiliser. Elle est enfin exercée par les services de sécurité qui viellent à la survie d'un homme à qui ils doivent tout. Les rouages de cette domination marchent à merveille et expliquent pourquoi la RD Congo existe toujours sur la carte des nations et fascine toujours. Elle a développé et enraciné dans la durée un pouvoir prédateur qui utilise les institutions et outils étatiques pour ses propres intérêts et sa perpétuation. Cependant, ayant poussé ses propres logiques aux extrêmes, la réalité quotidienne du citoyen lambda est le symbole vivant de ce que Thomas Hobbes appelait de son temps l'état de nature caractérisé par un état de guerre permanent de tous contre tous, lieu de l'angoisse et de la mort. La réalité d'un tel état dominé par l'angoisse par peur de la mort ne permet pas la prospérité, le commerce, la science, les arts, bref la société. L'impératif de refonder la société congolaise s'impose.

7. Inventer un nouveau Léviathan congolais ?

Les réflexions des penseurs du 17^{ème} siècle comme Hobbes, Locke et autres sur la nécessité d'un contrat social ou d'un Etat de droit, avaient dans leurs têtes, entre autres, les horreurs et les ravages des guerres des religions auxquelles certes le compromis Westphalien a mis fin mais dont les séquelles fécondent les recherches afin de trouver des solutions durables pour un vivre ensemble possible. Les rapports humains de l'époque sont dictés par un binôme, à savoir, les souverains qui se prévalent du droit divin d'un côté et les sujets corvéables à merci de l'autre côté. Il a fallu les révolutions en Amérique et en France pour qu'il y ait un renversement des rapports de domination et l'affirmation des droits du citoyen qui vont s'enraciner petit à petit en occident durant les siècles suivant jusqu'au début du 20^{ème} siècle. L'ingénierie sociale se fait sur la longue durée et rien ne sert de courir nous dirait Jean de La Fontaine.

Dans le cas de figure qui nous intéresse la RD Congo, nous sommes aussi obligés de réfléchir le changement en termes des générations, donc sur la longue durée, l'important étant de trouver la bonne note à jouer pour la génération qui est mienne comme acteur du présent. Les muscles militaires surdimensionnés pour affronter une organisation de jeunesse non armée et non structurée comme la LUCHA dans les rues de Goma témoignent bien d'un processus de délégitimisation en cours que d'autres constats confirment et renforcent, notamment la prolifération de la parcellisation de la souveraineté nationale aux mains des bandes armées, la corruption généralisée, la violence comme mode de communication et de revendication pour une jeunesse qui ne connaît rien d'autre que la violence, et l'équilibre de terreur qui s'est installé entre communautés.

Face à un chaos généralisé et malheureusement organisé il y a un impératif d'un nouveau contrat social. Les débats autour du calendrier électoral qu'il soit fin 2017 ou fin 2018, passent à côté des questions de fond. Tout en comprenant le ras-le-bol que ressent une population flouée par une élite congolaise qui veut se maintenir au pouvoir à tout prix ainsi que perpétuer le système de fonctionnement qui la nourrit, je ne pense pas qu'un changement d'un président de la république par un autre nous ferait avancer s'il n'est pas accompagné par une mise à plat de toutes les cartes pour dessiner un nouveau système de fonctionnement dans lequel les droits du citoyen sont au centre et forment le fil rouge politique à inventer. C'est cela une alternative. Je vois trois secteurs sur lesquels bâtir prioritairement.

D'abord l'éducation pour la formation des valeurs nationales partagées. L'un de grands défis de la RD Congo, c'est un déficit sanglant de ressources

humaines. Le pays regorge des diplômés dans beaucoup de domaines mais manque des compétences nécessaires dans presque tous les domaines. Cette contradiction peut être imputée au délitement de la qualité de formation dans nos écoles et universités mais aussi au « fétiche du diplôme » auquel beaucoup de parents sont attachés dans l'espoir que leurs enfants trouvent du travail et vivent mieux qu'eux-mêmes. L'ironie de l'histoire étant que l'enfant diplômé n'est pas équipé ni pour trouver du travail ni pour en inventer un lui-même. L'éducation dont le Congo a besoin concerne aussi bien la jeunesse que les adultes et nous devons apprendre et tirer les leçons de grands pédagogues à la base des mouvements sociaux comme le pasteur luthérien danois Grundtvig ou le brésilien Paolo Freire qui ont su émanciper les dominés pour les rendre maîtres de leur destin. L'objectif d'une telle éducation devrait sûrement viser la culture des valeurs positives partagées pour aider à briser certains mythes qui collent aux pieds des Congolais. Entre autres, le mythe de l'homme fort. Les défis congolais sont tellement énormes qu'il faudra arrêter de penser qu'un homme providentiel quel qu'il soit peut les relever seul. C'est plutôt une construction méthodique du tissu social portée par toutes les forces vives qu'il faut chercher comme piste de solution. Il y a aussi ce mythe partagé par plusieurs de « dormir pauvre et de se réveiller riche ». Il est tellement ancré dans l'imaginaire populaire que pour un pays qui regorge des minerais, il est comparable au rêve de tout creuseur artisanal de tomber sur le plus gros de diamant un beau jour et devenir riche le lendemain. La richesse est le fruit d'un travail assidu qu'il faut structurer et organiser.

Ensuite il y a les infrastructures de base, les bonnes routes, la santé et l'énergie. L'un des héritages que les Zambiens doivent à leur père fondateur de l'indépendance Kenneth Kaunda c'est un réseau routier de bonnes routes asphaltées reliant le nord au sud, l'est à l'ouest, qui ont permis au peuple zambien de circuler dans tout le pays et de tisser des liens commerciaux et sociaux et un sentiment d'appartenance nationale. Une telle circulation populaire, couplée avec une couverture énergétique est susceptible de faciliter une formation rapide d'une classe moyenne éduquée et entreprenante capable d'imposer un dialogue citoyen entre gouvernants et gouvernés.

Enfin tous ces axes prioritaires ne sont possibles que si le pays recouvre la sécurité des personnes et leurs biens. Le génie des Etats modernes reste le fait d'avoir échangé le monopole de la violence aux mains d'une institution qui s'appelle l'Etat contre la soumission de tous et la garantie de leur sécurité. Dans un contexte congolais surtout dans sa partie est, la prolifération des armes aux mains des civils et la fragmentation territoriale aux profits des bandes armées, l'instauration de la sécurité pour tous s'avère une tâche difficile et l'impératif d'un contrat social entre citoyens s'impose pour négocier

une porte de sortie pour tous. La mission apparaît impossible mais avons-nous vraiment le choix ? Une participation inclusive de tout le monde qui exerce un morceau du pouvoir légitime ou illégitime est nécessaire afin de dégager une feuille de route concertée et portée par tous.

Je conclurais par ces mots de Henry Kissinger : « Dès lors que la légitimité est contestée, il n'y a plus de dialogue possible entre les adversaires, parce qu'ils ne parlent plus la même langue. Il ne s'agit plus de composer avec les divergences au sein du régime politique, c'est ce dernier lui-même qui est en jeu. Stabilité et réforme, liberté et autorité apparaissent comme antinomiques, et les débats deviennent idéologiques au lieu de demeurer pragmatiques. » Quand je vois les chancelleries occidentales pousser le gynécologue Denis Mukwege à devenir le porte-drapeau d'un Congo malade ou promener un jeune innocent Fred Bauma à travers le monde comme l'incarnation de la dynamique du changement, l'image d'un jeune Mobutu que la CIA a sorti de sa poche magique dans les années 1960 me revient. Eux aussi croient toujours dans le mythe d'un homme providentiel pour sauver le Congo. Mais la crise est tellement profonde qu'il faut oser partir de ses réalités mêmes les plus laides pour refonder le Congo avec une participation inclusive de toutes ses forces vives légitimes ou illégitimes. Le chemin est long et ses sentiers tortueux mais il faut oser le prendre.

Impasse politique et crise économique en République démocratique du Congo au cours de l'année 2017

Une rapide analyse du contexte

Nene Morisho Muana Biningo

A la suite du non-respect des accords de la Saint Sylvestre, l'opposition et les mouvements citoyens appellent régulièrement à des journées villes mortes durant lesquelles la plupart des secteurs de la vie économique du pays sont paralysés. Les conséquences économiques de ces journées sans travail sont bien évidemment importantes, faisant perdre quelques points de PIB au pays.

Au-delà du problème de la tenue des élections, la RDC fait face depuis 2016 aux défis économiques importants. Alors que le pays dispose de ressources minières importantes (le Congo abrite en effet 47% des réserves mondiales de cobalt, 30% des réserves de diamant, 10% du cuivre, en plus de quantités très importantes d'or, de manganèse et de coltan (<https://classe-internationale.com/2017/02/13/la-crise-politique-en-republique-democratique-du-congo-dernier-episode-dune-instabilite-chronique/>, accédé le 15 décembre 2017), la RDC présente des scores économiques et sociaux inquiétants (par exemples, l'environnement des affaires est l'un des pires en Afrique, le PIB par habitant et l'indice de développement humain sont parmi les plus faibles au monde). L'instabilité récurrente de la partie Est du pays et l'incertitude politique qui a toujours caractérisé le pays figurent parmi les facteurs qui expliquent les problèmes économiques et sociaux du pays.

Ce papier essaie de mettre en évidence les liens étroits entre la crise politique et la crise économique que traverse actuellement le RD Congo.

1. Rapide aperçu du contexte économique actuel de la RDC

Alors que pendant presque 10 ans l'économie avait connu une croissance économique forte, environ 7% en moyenne, celle-ci a subitement tombé à 2,5% en 2016, le plus bas niveau jamais atteint depuis 2001. Cette chute brutale de la croissance économique est principalement due à la baisse des prix et de la demande des produits primaires exportés par le pays, en particulier le cuivre et le cobalt qui représentent la grande partie des exportations congolaises. Ce choc a eu comme principale conséquence la dépréciation de la monnaie qui a perdue plus de 70% de sa valeur entre 2015 et 2017 et une

forte inflation. Les finances publiques se sont aussi détériorées : le déficit public est passé de 0,2% du PIB en 2015 à 1,6% du PIB. Pour lutter contre cette dépréciation de la monnaie nationale face au Dollars Américain (principalement due à la carence des dollars sur le marché de change), le gouvernement congolais avait imposé les opérateurs miniers à rapatrier 40% des recettes de leurs exportations, de payer leurs taxes en dollars alors qu'avant l'exigence leur avait été faite de payer ces taxes en monnaie nationale. Il sied de noter que la plupart des opérateurs miniers n'ont jamais respecté cette exigence de rapatrier 40% de leurs recettes. Ce changement subit de politique économique n'est pas de nature à encourager les investisseurs étrangers à rester ou à venir s'installer au Congo.

Le marché mondial enregistre cependant depuis 2017 une petite remontée des prix des produits miniers. Si les tendances récentes de reprise des cours du cuivre se confirment, la croissance économique pourrait s'établir à 5.2 % en 2018. Pour consolider ces performances, un environnement politico-sécuritaire stable est essentiel.

Bien que les prix des produits primaires aient connu une augmentation en 2017, la situation économique et sociale de la RDC ne s'est pas améliorée, en particulier la monnaie nationale a continué sa chute et les prix sur les marchés locaux ont continué leur ascension. Il est donc clair que la crise économique actuelle n'est pas seulement due à un choc externe, certains facteurs internes devraient aussi être pris en considération, en particulier la détérioration du contexte politique depuis le début de 2016.

2. De l'impasse politique à l'impasse économique et sociale

Les accords de la Saint Sylvester avaient donné lieu à une période d'optimisme aussi bien au sein de la communauté nationale qu'internationale ; mais depuis que toutes les parties prenantes avaient compris que les élections ne pourront pas être organisées comme prévues en Décembre 2017, l'optimisme initial a laissé place à un désenchantement et mécontentement de l'opposition politique et surtout de l'église catholique qui a été à la base de ces accords. Bien plus, plusieurs membres de l'opposition estiment que le parti majoritaire PPRD et ses alliés ont reçu à garder le contrôle du gouvernement, de la CENI et surtout du comité de suivi des accords de la Saint Sylvestre, et profitent de ce contrôle pour bloquer le processus politique parce que le status quo leur profite.

Dans ce contexte de polarisation politique entre une opposition faible et incapable de parler d'une seule voix pour réclamer le respect de la constitution et une majorité qui tient coûte que coûte à conserver le pouvoir, le peuple ne sait plus à quel saint se vouer. L'élite politique est plus intéressée à parler politique et le partage du pouvoir ; on a comme l'impression que le pays

n'est plus gouverné. Les questions nationales importantes comme les questions économiques et sociales représentent apparemment le cadre des soucis des gouvernants. On assiste donc actuellement à une impasse politique et une impasse économique doublée d'une forte crise sociale.

Il est difficile de dissocier la crise économique et la crise politique que traverse actuellement la RDC. Plusieurs acteurs touchés par la crise économique et sociale présentent de plus en plus violemment leur mécontentement.

Les étudiants sont facilement mobilisables lorsque les coûts des études augmentent à cause de l'instabilité du taux de change évoquée ci haut. En Octobre 2017, une augmentation des frais académiques dans une université au Kasai Central justifié par l'indexation de ces frais payés en Francs Congolais au taux du Dollars Américain, a provoqué des émeutes violentes.

Ces étudiants de l'IFASIC Kinshasa (l'Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de la Communication) qui protestaient pacifiquement contre le réajustement des frais académiques et la-non application par les responsables de cet établissement universitaire des instructions du ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, ont vu leur rassemblement dispersé dans la brutalité par la Police à l'aide de gaz lacrymogènes. Depuis le début de l'année académique en Septembre 2017, les agitations dans les universités officielles deviennent fréquentes à cause du réajustement des frais académiques que les autorités académiques justifient par l'augmentation du taux de change. En cette période de forte crise politique, ces agitations des étudiants ne sont bien vues par le pouvoir en place, surtout à l'approche de la date fatidique du 31 Décembre 2017.

Devant la perte de leur pouvoir d'achat, les fonctionnaires ne cessent de revendiquer une augmentation de leurs salaires que le gouvernement, devant la baisse de ses réserves, n'a plus la possibilité de satisfaire.

Certains analystes craignaient au début de la crise sociale et de la crise économique caractérisée par la perte de la valeur du Francs Congolais, un risque d'une implosion sociale qui fort heureusement pour le régime actuel n'est jamais arrivé. En effet, avec une population qui est fort préoccupée par sa survie, dans un contexte où le travail rémunérateur est rare, et une opposition composée par des élites politiques plus soucieuses de leur bien que celui de la population, il est très peu probable que cette crise économique se transforme en une crise politique et sociale majeure capable de secouer le régime actuel. Il est donc clair que la protestation sociale de la population qui fait face à une forte détérioration de ses conditions de vie n'est pas à craindre dans un bref délai.

3. Les conséquences économiques et psychologiques et la crise politique en RD Congo

Bien que la crise politique ait des répercussions économiques sur toute l'étendue du pays, la situation semble plus grave dans la province du Nord Kivu où le phénomène des groupes armés est plus prononcé que partout ailleurs sur le territoire national. Cet activisme de groupes armés a fini par fragiliser l'économie locale qui souvent n'était qu'une économie de survie. Dans les lignes qui suivent, un accent particulier est mis sur les conséquences économiques de l'instabilité politique et l'insécurité qui sévit dans certains villages du Nord Kivu.

Dans les territoires de Masisi et Rutshuru, des villages entiers ont été abandonnés par leurs habitants qui ont fui les atrocités commises par les groupes armés aussi bien nationaux (Mai Mai, Nyatura, etc) qu'étrangers (FDLR). Ces derniers exercent un contrôle total sur les activités agricoles de deux manières :

- Soit en taxant le peu d'agriculteurs qui ont encore le courage de se rendre dans leurs champs malgré l'insécurité. Une étude de la Banque Mondiale a montré par exemple qu'un cultivateur paie une « contribution à la sécurité » d'environ 5USD au début de la saison culturale et 5 USD au moment de la récolte. Cette taxe est payée par produit ; par conséquent, un agriculteur cultivant par exemple 5 produits peut payer jusqu'à 30 USD par saison culturale
- Soit en s'adonnant eux-mêmes aux activités agricoles dans les champs abandonnés par les habitants. Le recoupement des plusieurs informations font état des chaînes de valeurs contrôlées par des groupes armés, depuis la production, le transport, jusqu'à l'exportation du produit. Le cas le plus cité est celui de la production du Sorgho qui semble être totalement sous le contrôle des groupes armés FDLR et Nyatura qui dans le passé ont exercé leur contrôle sur l'exploitation minière artisanale dans la région.
- Il est clair que devant le renforcement des mesures de nettoyage du secteur minier, ces groupes ont été obligés de trouver d'autres sources de financement. Le secteur agricole constitue actuellement une de ces sources de financement. Il apparaît donc clairement que l'instabilité politique et son corolaire l'insécurité permanente surtout en milieu rural renforce le pouvoir économique des groupes armés et d'autres acteurs hors tout contrôle de l'Etat au détriment de la population.

Entre Septembre et Novembre 2017, les équipes de Pole Institute ont fait deux sorties de terrain à Nyamirima et Ishasha, deux villages où l'insécurité

est permanente et l'activisme des groupes armés fait partie de la vie quotidienne des habitants. L'un de constats importants faits par ces équipes est que les répercussions économiques de cette crise sont incalculables. Le poste frontalier d'Ishasa jadis le plus fréquenté dans la province est quasiment fermé fautes des mouvements de personnes et des marchandises. Ce qui implique que la population de deux côtés de la frontière (RDC et Ouganda) qui gagnait sa vie grâce au commerce transfrontalier a vu son activité génératrice de revenu disparaître à cause de l'instabilité du côté congolais. Bien plus, les populations de Nyamirima s'exposant au risque de kidnapping et dans le pire des cas au risque de mort en se rendant à leurs champs, préféreraient ne plus s'y rendre. L'interdiction de se rendre aux champs a même été officialisée par un militaire haut gradé des FARDC qui l'a justifiée par le fait que l'armée menait régulièrement des opérations militaires contre les milices. La population se plaint cependant du fait que bien que les opérations militaires aient pris fin, l'interdiction n'a pas été levée. Par conséquent, l'agriculture étant la principale voire la seule source de revenus pour des nombreux ménages dans la cité, une telle interdiction a eu des conséquences économiques importantes :

- Plusieurs enfants ont abandonné l'école car les parents n'ont plus de moyens financiers pour payer leurs frais scolaires
- Le risque de l'insécurité alimentaire est élevé. L'agriculture, étant le principal pourvoyeur de la nourriture et du revenu, son interdiction (officielle ou non) a sensiblement réduit la capacité des ménages à se nourrir.

Plusieurs rapports et études scientifiques ont présenté les conséquences sociales et politiques de l'instabilité politique et sécuritaire en RDC : morts de millions de congolais, déplacements massifs des populations, abus des droits humains, etc. Cependant les conséquences économiques de cette instabilité ne sont que très rarement documentées. L'aspect économique de la crise politique et sécuritaire congolaise est important à comprendre si l'on veut mettre en place une approche globale pour résoudre durablement la crise, et surtout consolider durablement la paix dans ce pays.

Il faut noter que les stratégies économiques et de développement poursuivies par la RDC depuis les années 1960 n'ont pas permis d'améliorer le bien-être du congolais. Ces stratégies ont plutôt profité à une élite politique et économique qui a accumulé les richesses au détriment de la majorité de la population. Elles ont surtout permis aux intérêts et groupes économiques étrangers de s'accaparer des richesses nationales, avec le soutien des quelques congolais.

Au-delà de ce manque de vision économique et des stratégies de

développement qui n'ont pas permis au pays de profiter de ses ressources, l'instabilité politique et l'insécurité dans laquelle vivent des millions de congolais n'ont pas permis un développement économique profitable à tous les congolais. En effet, malgré la forte croissance économique dont le pays a bénéficié entre 2002 et 2015, les taux de pauvreté et de chômage sont restés très élevés comparés aux moyennes africaines ; l'indice de développement humain est l'un de plus faible en Afrique. L'insécurité n'a pas permis aux secteurs agricole et industriel de se développer ; elle a surtout conduit au déplacement de la population, surtout de jeunes qui constituent la main d'œuvre du secteur agricole.

Dans beaucoup d'analyses de la crise politique congolaise, les conséquences indirectes de cette crise sont généralement ignorées ou sous-estimés. Il faut reconnaître en effet que les effets indirects de la guerre sont plus difficiles à évaluer mais ils sont aussi importants que les effets directs. Ainsi par exemple les effets psychologiques de l'instabilité politique et sécuritaire sont souvent ignorés dans les analyses. Les effets psychologiques des populations qui vivent les atrocités de la guerre affectent non seulement le bien être de ces populations, mais aussi de toute une société. Malheureusement, ces effets sont très rarement pris en compte dans les programmes de reconstruction politique, sociale et économique des communautés. Ils sont de plus en plus nombreux les experts qui estiment qu'une approche globale, tenant en compte des dimensions économique, politique, sociale et psychologique, doit être privilégiée dans la reconstruction efficace des communautés qui ont vécu pendant longtemps les affres de la guerre.

Conclusion

Pour conclure, soulignons que la crise de légitimité des institutions a été évitée de justesse en Décembre 2016 grâce aux accords de la Saint Sylvestre qui prévoyait l'organisation des élections en Décembre 2017. Cependant avec la publication du calendrier électoral par la CENI, qui a reporté les élections en Décembre 2018, le pays se dirige encore vers un contexte d'incertitude politique et de bras de fer entre d'un côté l'opposition, les mouvements citoyens et l'église catholique et de l'autre le pouvoir en place. Ce contexte paralyse malheureusement le fonctionnement du pays, renforce la crise économique et détériore davantage les conditions socioéconomiques de la population.

La crise économique actuelle que beaucoup de spécialistes semblent attribuer à la chute des cours de matières premières, et en particulier des prix de produits miniers pour le cas de la RDC, a été exacerbée par une forte incertitude politique depuis la fin de l'année 2016. Celle-ci a eu comme conséquence la baisse des investissements aussi nationaux qu'étrangers. Les investissements directs étrangers ont par exemple baissé de 37,2% de 2014 à

2015 (de 2.952.333.506 USD à 1.852.642.795 USD).

Les solutions à la crise politique ont été proposées par d'autres contributeurs à ce Regards Croisés. Ce papier s'est évertué à analyser les liens entre la crise politique et économique actuelles en RDC et l'une des conclusions importantes est que l'instabilité politique nuit énormément au contexte économique. Il est donc clair que couper ce lien suppose qu'un effort soit fourni pour régler le problème de l'incertitude du contexte politique et sécuritaire actuel. Ceci suppose bien évidemment que la crise de légitimité des institutions soit réglée de manière durable.

La RDC dispose d'un potentiel agricole et minier important : 80 millions d'hectares de terres arables et plus de 1000 minerais et métaux précieux sont disponibles dans ce pays. Cependant la corruption, le manque d'une vision économique claire, l'instabilité politique et l'insécurité récurrente surtout dans les deux provinces du Kivu ne permettent à ce pays de tirer profit de ces richesses. Une amélioration du contexte politique et sécuritaire peut aider dans une large mesure ce pays à profiter de ces richesses.

Prochaines élections générales en République démocratique du Congo

Longue sera La douleur d'accouchement de la démocratie !

Jean-Pierre Kabirigi Lindiro

Après deux rendez-vous manqués, la date de la tenue des élections générales semble être cette fois-ci irrévocable, à écouter les uns et les autres, même si des doutes sont encore permis, en se référant à l'histoire récente du pays ! Cela signifie qu'à deux jours de la fête chrétienne de la Natalité (Noël), les congolais en âge de voter seront devant les urnes pour se choisir un nouveau Président de la République, des députés nationaux et provinciaux, des sénateurs et des responsables politiques locaux. Le mois dernier, du haut de la tribune des Nations unies à New York durant l'Assemblée générale, le Président Kabila a répété que les élections sont irréversibles. Elles seront apaisées et crédibles, a-t-il ajouté.

Les leaders de l'opposition répètent le même discours. La communauté internationale mêmement. Cela s'est encore manifesté à l'occasion de la dernière visite du Conseil de sécurité des Nations unies à Kinshasa ce mois-ci. Les congolais vivant à l'intérieur et à l'extérieur (ces derniers ont été privés de leur droit de citoyen de voter) du pays n'attendent que ce moment pour voir les choses changer dans leur pays.

Chimère ou espoir sans lendemain ?

Ce ne sont certainement pas les élections, qui viendront comme une baguette magique, trouver des réponses aux innombrables problèmes qui accablent les congolais dans leur quotidien !

Voyons ci-après les exemples les plus patents.

Des groupes armés, souvent mal identifiés ont élu domicile en plusieurs endroits à l'Est du pays. Certains cohabitent depuis près d'un quart de siècle avec les forces de sécurité et de défense nationales. Se sont ajoutées par la suite les forces onusiennes (la mission la plus importante dans le monde) super équipées. Au lieu que la situation change, elle s'empire. Ces groupes armés (nationaux et étrangers), de plus en plus nombreux, exercent leur pouvoir jusqu'à s'arroger les fonctions régaliennes de l'Etat, c'est à dire : assurer la sécurité là où ils sont installés, percevoir les impôts et taxes,

convoquer les populations pour des réunions publiques, etc.

Les citoyens, devenus ipso facto leurs otages, ne savent plus où donner de la tête et sont obligés de se résigner.

Le taux de chômage bat des records sur tout le territoire national. Des entreprises étatiques, naguère prospères, et à la pointe du prestige de l'économie nationale ont mis à la porte plusieurs milliers des parents de famille. Les sociétés minières Gécamines et Miba, la société des chemins de fer SNCC, la société de transport ONATRA, pour ne citer que ces quatre sont concernées. D'autres grandes entreprises ont purement et simplement disparu. En lieu et place de ces unités de production nationales sont venus prendre place des privés de tous bords pas du tout soucieux du bien-être des populations. Ils fonctionnent en plein dans un système de corruption qui ne les oblige pas à verser à l'Etat ses droits. Dans ce climat, les investisseurs sérieux ne sont plus attirés par notre pays.

S'il faut ajouter à ce qui précède l'état fortement délabré des infrastructures de transport, il devient aberrant de croire à une reprise socio-économique rapide, malgré le discours politique qui parle de la RDCONGO comme un Etat émergent dans un futur proche.

La très sérieuse Fondation Belinda et Bill Gates a dans un récent rapport parlé de notre pays et du Nigeria, deux géants d'Afrique noire, comme des pays qui hébergeront en 2050 plus de 40% des gens extrêmement pauvres, ceux qui vivent avec moins de 1.90\$ par jour. Ce rapport a été publié en pré-lude de la deuxième édition de la rencontre des « Goalkeepers » à New York, le 26 septembre dernier. Ces Goalkeepers sont des jeunes innovateurs et ce projet dresse chaque année, jusqu'en 2030, un bilan des objectifs de développement durable qui ont été fixés en 2015 par les Nations unies.

Au vu de fléaux étalés ci-haut, tout congolais voulant parler de changement devrait être conscient que les indicateurs d'espoir de redressement sont alarmants. Ne pas en tenir compte serait de la pure démagogie pour berner les populations afin d'obtenir leurs voix aux élections, ou une ignorance des réalités de son propre pays. Les deux situations étant signes d'une inconscience notoire et malveillante.

Le mal est dans l'homme et la femme congolais !

Il est urgent de l'extraire si nous voulons espérer aller de l'avant!

Si nous voulons nous sortir de nos fléaux, dont il est question ci-dessus, il serait courageux de définir d'abord nos responsabilités pour ne pas nous disculper en accusant les autres comme nous le faisons si souvent.

Il suffit d'observer la distance qui s'agrandit chaque jour entre les dirigeants

et les dirigés. Au moment où des millions des gens n'ont pas d'emploi et pas d'autres sources de revenus, les dirigeants exerçant des mandats électoraux ne cessent de s'attribuer des émoluments et autres avantages colossaux. Entre ce qu'ils gagnent et les maigres salaires octroyés aux fonctionnaires, la marge est abyssale. Par conséquent, il n'est pas étonnant que chaque personne rêve et recherche par tous les moyens d'accéder à la fonction de dirigeant et de s'y accrocher. Les sénateurs, les députés provinciaux et quelques gouverneurs des provinces ont totalement outrepassé la durée de leur mandat. Au lieu de 5 ans que leur ont accordé les élections de 2006, ils sont encore là aujourd'hui (12 ans plus tard) et ils ne se gênaient pas de continuer à régner ! Cette situation invraisemblable est vécue par eux comme un droit qui leur est attribué par les citoyens qui les ont portés au pouvoir ! Et c'est vécu comme un fait divers qui ne mérite pas une attention particulière.

Cette distance existe aussi entre le milieu urbain et le milieu rural fortement négligé. Un événement prend de l'importance suivant qu'il se déroule en ville ou dans un village. L'arrière-pays est ignoré et délaissé à lui-même. C'est ce qui justifie que les groupes armés prolifèrent dans ce milieu rural et qu'à quelques dizaines de kilomètres le milieu urbain vit une situation bien différente en termes d'infrastructures médicales, scolaires et autres. Dès lors, il n'est pas étonnant de constater comment l'exode rural se fait à un rythme effréné. De même, la capitale Kinshasa, centre des institutions, se comporte plutôt en centre du pays où tout doit se régler. Obtenir son passeport est par exemple un exercice fastidieux car il doit être nécessairement signé à Kinshasa.

Sans un sens de dépassement et de don de soi de la part des personnes qui ont le pouvoir de décider sur les autres et qui souvent ont en plus la connaissance, notre société restera pour longtemps sclérosée. Et chaque effort entrepris pourrait se buter à cette absence de capital social nécessaire pour construire toute société moderne. Sans ce capital social, la confiance s'érousse ou disparaît entre les citoyens de façon qu'il s'avère ardu de bâtir une nation.

Le processus électoral est une bonne occasion pour observer ce que je viens de développer. En effet, comment espérer des élections crédibles, transparentes, apaisées et inclusives, comme nous ne cessons de le crier, sans une base de confiance entre les gens au pouvoir et ceux qui cherchent à le conquérir ?

Les élections : mission encore possible et pour l'intérêt de qui ?

Pour répondre à cette question, il faut analyser ce qui s'est passé dans le pays depuis début 2015 et même puiser dans l'histoire de la RDCONGO

depuis les années de l'indépendance en 1960. Car comme dit un vieil adage français : « celui qui ne connaît pas son histoire est condamné à la revivre ».

Faut-il rappeler que les prochaines élections attendues dans près de deux mois ont un rôle capital dans le devenir du pays ? Pour la première fois, il y aurait une alternance libre et démocratique à la tête du pays. Cet acte symbolique représente à lui seul un trésor sans pareil et devrait guider le pas de tout individu qui a son mot à dire pour la réussite de ces élections. Il y a dès lors nécessité de bien négocier le virage pour ne pas se plonger dans l'abîme comme cela est arrivé dans le passé.

Au lendemain de l'indépendance, le 30 juin 1960, à moins de deux semaines la province du Katanga avait proclamé la sécession. Comme si cela n'était pas suffisant, il n'a pas fallu attendre la fin d'un trimestre avant que le Président de la République Kasavubu ne démette de ses fonctions son Premier ministre Lumumba qui pourtant avait la majorité au Parlement. En réaction à cet acte, une réponse du berger à la bergère : le Premier ministre démet à son tour le Président de la République. Cet imbroglio institutionnel a fait le lit au chaos qu'a connu le pays à l'époque, notamment le coup d'Etat militaire orchestré par le chef de l'armée Mobutu et l'assassinat du héros national Lumumba. A la sécession katangaise viendra s'ajouter la rébellion muleliste qui emportera des centaines des milliers des vies des congolais et détruira de nombreuses infrastructures publiques.

En 1964, comme par enchantement le premier responsable de la sécession katangaise Moïse Tshombe, qui dans l'entre-temps avait perdu la guerre et fui le pays, se retrouve à la tête du gouvernement à Kinshasa, à côté de ses ennemis d'hier ! Plusieurs réalisations se feront dans la voie vers la démocratie faisant naître de nouveaux espoirs chez les congolais. La constitution fédéraliste de Luluabourg est votée par referendum, un nouveau parlement voit le jour, les partis politiques se restructurent. Début 1965, une série d'opérations de vote locales, provinciales et nationales est lancée.

Une grande difficulté apparaît au niveau national : il n'y a pas eu de recensement de la population et le temps presse ! Rapidement, le nombre des sièges à pourvoir est fixé en se référant aux élections de 1959 (il y avait à l'époque 6 provinces et avec la nouvelle constitution 26 déjà). Deux camps, organisés en deux regroupements de partis politiques et associations tribales, s'affrontent : le regroupement fédéraliste autour de Moïse Tshombe qui constitue la CONACO (Convention nationale congolaise) d'une part et celui autour d'Antoine Gizenga qui est nationaliste AMNC/L (Alliance des mouvements nationalistes congolais-Lumumba).

La victoire du camp de fédéralistes ne tarde pas à se manifester à travers les

bulletins de vote si bien que le regroupement CONACO obtient la majorité absolue au parlement avec 122 députés sur 167.

Le général Mobutu sentant alors venir l'inévitable prochaine victoire de Tshombe à la présidentielle, son grand ennemi mais en même temps complice pour la mort de Lumumba, met fin à cette nouvelle montée vers la démocratie par un nouveau coup d'Etat militaire le 24 novembre 1965. Près de trente-deux ans plus tard, il subira le même sort, balayé par l'arrivée au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila.

Le fils de ce dernier, successeur de son défunt père, a eu le mérite de remettre le pays sur le rail de la voie démocratique en 2006. Va-t-il poursuivre sur cette lancée en marquant l'histoire parmi les grands hommes ou contribuera-t-il à faire périr la nation, comme cela est arrivé plusieurs fois dans le passé et ainsi se placer sur la liste des aînés qui sont mal jugés par l'histoire ? Joseph Kabila a peut-être la clé de ce qui nous attend dans un avenir proche. En août, il nous a surpris en désignant de manière inattendue son dauphin Shadary Ramazani. En face de celui-ci, et tout autant responsable de ce qui va arriver, une opposition qui recherche son unité à quelques semaines des élections. Y parviendra-t-elle en présentant un programme commun et un seul candidat ? Ce serait une avancée extraordinaire au vu de l'expérience vécue par le pays plusieurs fois. La tare ethnique et régionale est encore fort présente ainsi que l'intérêt personnel et égoïste qui caractérise les politiciens congolais.

Jusqu'à présent, leur intégrité laisse à désirer comme je l'ai déjà évoqué. Et comment compter sur un minimum de probité de la part de la CENI (Commission électorale indépendante) ? Ses dirigeants risquent fort de porter la responsabilité de bisbilles que créent les fameuses machines à voter et du probable échec des élections dû à l'absence d'un instrument de mesure qui s'impose à tous, le vainqueur et les perdants. Car, c'est de cela qu'il s'agit réellement ! Ils sont devant l'énorme défi de l'équité d'un scrutin qui engage le sort d'un peuple composé de dizaines des millions d'êtres humains et sans doute aussi d'autres millions vivant à l'étranger. A eux de ressaisir en mettant en avant l'intérêt de toutes ces populations.

Quelques lueurs d'espoir sont permises, malgré tout !

Nonobstant les peurs et les frustrations de plusieurs congolais, exprimées de différentes manières un peu partout dans le monde, force est de reconnaître quelques lueurs d'espoir tout autour de nous.

Il y a d'abord le grand pas qu'a franchi le continent africain en matière de démocratie et surtout d'alternance au pouvoir. Au Madagascar, le Président de la République en exercice a, dans le respect de la constitution,

démissionné de ses fonctions pour se porter candidat à la présidentielle prévue en novembre 2018.

Sa démission a-t-elle créé de la confiance dans le processus démocratique, la présence du chef de l'Etat sortant risquant de fausser le jeu démocratique. Dans d'autres pays, la passation du pouvoir au gagnant est devenue la règle sans atermoiement. Le Sénégal et la Tanzanie en sont de bons exemples mais aussi le Ghana qui a vu Nana Akufo-Addo battre John Dramani Mahama qui était encore en fonction. C'est le cas aussi de Muhamadu Buhari qui a ravi son fauteuil à Goodluck Jonathan. Plus près de nous, la Zambie et l'Angola avancent vers la même direction. Et pour l'Angola, le nouveau Président n'a pas hésité de mener une campagne contre la corruption en commençant par l'entourage et la famille de celui qu'il a remplacé. Contre toute attente, le fils de Dos Santos se retrouve devant la justice de son pays. Qui l'eût cru ?

Pour finir, sous un autre registre, le Kenya nous a surpris en nous montrant les candidats qui étaient à couteaux tirés après les élections se donner des accolades en prônant défendre tous l'intérêt général plutôt que l'intérêt personnel et communautariste.

Il y a ensuite le rôle de médias sociaux qui ont changé la rapidité et la couverture géographique de l'information. Hier, nous parlions du monde qui est devenu un village planétaire, aujourd'hui cela se concrétise par la circulation du son et des images à des distances phénoménales ! Il est devenu difficile de cacher les inepties qui se commettent ici et là. Que cela soit dans la capitale d'un pays ou dans un village reculé. Un petit gadget enregistre et diffuse dans le monde entier à la seconde même. De tels messagers, on l'a vu, ne laissent pas les gens indifférents. Des actes de solidarité se manifestent plus qu'avant et des moyens de pression se mettent en place.

Enfin, nous savons le grand pourcentage qu'occupe désormais la jeunesse dans la société africaine, mais ailleurs également. Partout, elle prend ses responsabilités en mains. Le monde arabe, et plus spécialement le Maghreb a vécu ses heures de révolution de la jeunesse ; les Etats unis et l'Europe aussi.

L'Afrique noire a emboîté le pas au Sénégal et au Burkina Faso. En RDCONGO, cette jeunesse a pris aussi conscience et confiance en décidant d'occuper la place qui lui revient dans le changement.

Cette jeunesse africaine qui s'organise sous le nom de mouvements citoyens qui se sont vite imposés comme de véritables acteurs politiques, rôle qu'ils n'acceptent plus d'abandonner entre les mains de leurs parents et aînés. Ils ont l'avantage de manipuler la nouvelle technologie de l'information qui crée des connections efficaces entre eux. Ils sont difficiles à saisir à cause de leur

refus de se soumettre aux contraintes des structures juridiques classiques. En tout cas, ils sortent du schéma habituel du pouvoir central fort jouant souvent au jeu de chat et souris avec l'opposition qu'il peut manipuler à volonté.

Les jours qui viennent nous diront ce que pèsent réellement ces jeunes sur l'échiquier politique.

Conclusion

La RD CONGO, aujourd'hui à la croisée des chemins, vit une situation tout particulière pour le moment. Avant la fin de cette année son avenir pourrait s'écrire en lettres d'or tout comme il pourrait basculer dans un trou noir, comme cela est arrivé à plusieurs occasions dans son histoire. Les enfants de ce pays ont encore la possibilité de faire pencher la balance du bon côté. Pour cela, il est plus que temps de « prendre notre bel élan » comme nous le chantons souvent sans y penser dans notre hymne national « Debout congolais ».

Elections oui, mais pour quel lendemain ?

Kennedy Wema

1. Coup d'œil

C'est depuis le 19 décembre 2016 que s'est consacré en RDC le maintien au pouvoir de toutes les institutions hors mandats. Consacré par ce que, pour plusieurs pays du monde, c'est l'institution « *Président de la République* » qui est le plus en vue. Et en RDC, c'est la personne du Président de la République, Chef de l'Etat, Commandant en chef des forces armées et premier magistrat, que se tournent tous les regards. Si les sénateurs, les députés provinciaux ainsi que certains gouverneurs profitaient eux déjà de cette regrettable situation depuis 2011, le chef de l'Etat Joseph Kabila a tenu à démontrer clairement qu'il ne ferait pas l'exception. Partir, quitter les affaires à la date prévue par la constitution serait tout de même incorrecte, doit-il se dire, alors que tous les autres élus ont bénéficié d'un bonus indu. Donc va, à la congolaise.

Après des manœuvres pour rester et demeurer, il a fallu finalement se résigner. Organiser les élections et là pour tous les animateurs des institutions où c'est exigé. Déjà on a vu des candidats de tous bords se préparer aux scrutins. Et la plupart ce sont les sortants de précédentes législatures périmées. Certains très audacieux - pour ne pas dire prétentieux- postulent à la fois à la députation nationale et aux provinciales. Il y en a même certains autres qui ont pour suppléants leurs épouses, leurs grands, petits ou beaux-frères... Comme si la politique était une affaire purement familiale. Nous avons dit : à la congolaise. C'est de bonne guerre. Certes, cela ne viole aucunement la loi électorale mais se présenter devant les électeurs pour défendre quel bilan ? Pour présenter quel programme crédible lorsque le népotisme commence même avant qu'on soit élu ? Famillecratie, comme le chante si bien le rasta man ivoirien Tiken Jah Fakoly dans sa célèbre satire : *J'ai mal*.¹

Pour le poste de président, Kabila ne s'est pas représenté, préférant Emmanuel Ramazani Shadari à plusieurs de ses ouilles qui se croyaient dauphins² à la place du dauphin. On s'en fout même si ensuite le pire arrive. Il faut d'abord des élections, ensuite on verra. De toutes les façons depuis l'histoire politique du pays, aucun président n'a quitté son fauteuil conformément à

¹ Tiken Jah Fakoly on: www.youtube.com/watch?v=nTKRmRo1U-0

² Lire : RDC : Le bal des dauphins de Joseph Kabila on : www.jeunefrique.com/mag/543062/presidentielle-en-rdc-congo-en-quete-du-dauphin-ideal-de-joseph-kabila/

la constitution. Du premier président Joseph Kasavubu à Laurent- Désiré Kabila, en passant par le Maréchal Mobutu Sese Seko, tous ont lâché le bâton de commandement des millions des Congolais dans des conditions rocambolesques, disons mieux forcés à partir. Que Joseph Kabila ait réussi à gagner à son compte deux ans de prolongation, on se dirait : quoi de plus normal ?

Et maintenant les élections. Cette fois-ci les Congolais devraient assister, pour la première fois de leur histoire à une passation de pouvoir civilisée, patriotique et républicaine ? Certes, le rendez-vous a déjà été manqué mais, doit-on espérer cette fois que c'est la bonne ou redouter qu'encore une fois le signe indien va rattraper le pays puisque tous ceux qui ont loué momentanément le palais de la nation sont presque hantés par cet esprit d'attendre qu'on leur force la main ? Et le processus lui-même, va-t-il pour une fois permettre que cette fois l'histoire nous donne un ancien chef de l'Etat qui vivrait paisiblement comme un citoyen ordinaire mais méritant les honneurs de son rang ?

2. Nos élections sans ingérence, qu'elles vous plaisent ou non !

Depuis que la RDC est engagée dans le processus électoral, jamais on n'a entendu les politiciens, surtout ceux de la majorité au pouvoir, s'époumoner tant qu'ils le peuvent, contre l'ingérence extérieure. On croirait que la RDC est devenue cet Etat moderne et qui s'auto-suffit pour ne pas avoir besoin de l'aide de qui que ce soit. A la tribune des Nations Unies lors du dernier sommet, on a entendu le chef de l'Etat être très clair sur la question. Le président Joseph Kabila n'est pas passé par quatre chemins pour dire au monde entier que son pays n'a pas besoin d'aide encore moins de conseil de quiconque surtout en matière de démocratie. *"Aujourd'hui, notre modèle démocratique a fait ses preuves et ceux qui tentaient de s'improviser en donateurs de leçon l'ont bien compris: la République démocratique du Congo, n'ayant jamais donné de leçon à personne, (elle) n'est pas disposée d'en recevoir dans ce domaine. Et surtout pas de la part de ceux qui ont assassiné la démocratie dans ce pays et ailleurs"*, a déclaré Joseph Kabila.³

La démonstration ostentatoire qui a été faite à Kinshasa le 29 octobre dernier ne fait aucun doute. Des centaines des véhicules militaires, conduits par des militaires ainsi que quelques avions et hélicoptères militaires ont été exhibés, soi-disant comme matériels de la CENI. Si ailleurs des Etas peuvent faire appel à l'armée pour appuyer le processus électoral, c'est puisque souvent cela s'inscrit dans la légalité. En RDC aucune loi liée au processus électoral ne porte une trace d'un pareil appui de l'armée à la commission

³ Joseph Kabila à l'Assemblée générale des Nations Unies: lire Eddy Isango on <https://www.voaafrique.com/a/discours-de-kabila-sur-l-l-%C3%A9tat-de-la-nation-en-rdc-avant-les-%C3%A9lections/4489416.html>

électorale nationale indépendante. Il est donc clair que la RDC veut rester un pays exceptionnel et faire ses élections à sa manière, n'en déplaie à la communauté internationale qui assiste presque impuissante et stoïque devant un nationalisme souverainiste des autorités d'un pays en perpétuelle mutation.

Que cache ce refus de voir la communauté internationale assister ou appuyer le processus électoral en cours ? Si élections il y aura, il n'y a l'ombre d'aucun doute qu'elles ne seront ni crédibles ni transparentes. Répondant à la question du journaliste Joan Tilouine du site français le Monde.fr/Afrique, le chercheur Jason Tears du Groupe d'études sur le Congo de l'université de Ney York est formé : « *Si l'on évalue ces élections selon la qualité des institutions qui les organisent, la réponse est non. Car le régime de Joseph Kabila contrôle nombre d'entre elles, de la Commission électorale nationale indépendante [CENI] à la Cour constitutionnelle, en passant par la police et les administrations locales. Toutes ont été impliquées dans des manipulations politiques visant à reporter les élections, à défavoriser l'opposition et à réprimer la contestation* »⁴ affirme-t-il. Ici on ne parle même pas des aspects techniques : les doublons du fichier électoral avec ses millions d'électeurs sans empreintes digitales et le pire, la fameuse machine à voter vilipendée de tous sauf par ceux qui la veulent coûte que coûte.

3. Peut-être pour la forme

Plusieurs observateurs s'accordent à affirmer que si élections il y aura dans les conditions actuelles et tel que le processus est en train d'être mené à la congolaise, ça sera juste puisqu'il faut bien de élections mais pas puisque ceux qui les organisent aiment le pays ou y croient eux-mêmes. Certes, les pressions internationales et nationales intérieures, autant que celles de la diaspora congolaise ont été fortes pour pousser les gouvernants actuels à arrêter leurs jeux de dialoguer éternellement et garder le statu quo. Mais cela va-t-il être suffisant ?

Le fait que le contrôle du jeu politique soit entre les mains de ceux qui ne veulent pas lâcher le pouvoir, même pour la simple raison d'alternance, ne rassure pas. Il se fait que pour se donner une conscience tranquille et ressembler à toute autre démocratie pluraliste, il faut organiser les élections, quitte à les organiser comme on veut. Le fait même que certains ténors de l'opposition aient été mis hors-jeu ou écartés fait croire que le jeu est mal parti. Autant dans la lecture des candidatures retenues pour les présidentielles par la CENI, il y a lieu de se poser des questions. Il y a bien des

⁴ Lire interview on: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/10/s-il-se-retire-joseph-kabila-de-viendra-l-une-des-personnalites-les-plus-importantes-de-l-histoire-congolaise_5353024_3212.html

candidats qui ne valent pas le poids présidentiable même si chaque citoyen congolais a le plein droit de se porter candidat s'il jouit de tous ses droits civiques et politiques. On dirait que les joueurs de l'équipe adverse ont été triés à la taille de l'équipe en place. Ce qui risque de faire croire à quiconque qu'il y a bien un plan post-électoral ourdi qui est en pleine exécution en amont. Patricia Huon, envoyée spéciale du journal français *Libération* écrivait déjà en août dernier : « *Une passation de pouvoir démocratique serait une première en RDC, où les transitions ont toujours été marquées de violences. Mais Joseph Kabila n'a peut-être pas dévoilé l'ensemble de ses cartes. Une ultime ruse pour garder la main sur le pouvoir n'est pas à exclure* ». ⁵

4. Pourvu que le jour du vote arrive ?

On peut croire dur comme fer que cette fois c'est la bonne, mais les embûches sur le parcours, à quelques jours de la date fixée pour la tenue des scrutins, sont encore innombrables. On peut citer l'acheminement des matériels de la CENI à travers les vastes territoires aux routes impraticables, l'insécurité endémique dans certaines zones comme les territoires de Beni, Masisi, Rutshuru, Djugu, Irumu sans citer le Kasaï et ses « Kamwina Nsapu »...

Si le gouvernement se targue d'être à même de financer à cent pour cent l'ensemble du processus (ce qui serait louable car ça serait une grande première dans l'histoire du pays), il y a l'organisation même du vote proprement dit. La question reste entière : *comment des paysans analphabètes voteront-ils sur une machine Android lorsqu'ils ne savent même pas utiliser un simple téléphone à touches ?* Tous les observateurs avisés se disent qu'il n'est pas réaliste que l'on puisse admettre que tous les électeurs voteront ce jour-là. « *Pourtant à raison de trois minutes par votant en moyenne et de 600 électeurs par bureau, il faudrait en effet compter au minimum 30 heures pour mener à bien le scrutin. Il est donc mathématiquement impossible, s'inquiète un expert, de faire voter dans les délais prévus l'ensemble des électeurs* ». ⁶ Or, il est légalement écrit et connu que le vote est un droit inaliénable de chaque citoyen congolais. La CENI veut-elle vraiment violer ce droit ?

C'est ce jour-là (pourvu qu'on y arrive sans report) qui déterminera que le processus a bel et bien été pensé pour la bonne cause de la République. Mais la machine est là et sera utilisée. La CENI estime haut et fort qu'elle permettra de faire des économies, mais si c'est une simple imprimante comme elle est présentée par ses défenseurs, c'est qu'elle a déjà augmenté plutôt les

⁵ Patricia Huon on

https://www.liberation.fr/planete/2018/08/08/rdc-s-il-y-a-des-elections-on-remerciera-surtout-dieu_1671651

⁶ <http://www.rfi.fr/afrique/20180926-election-rdc-inquietudes-machines-voter-retard>

frais financiers. Tenez, non seulement elle a été introduite dans le processus en coût de millions, mais ensuite elle exigera qu'on achète de l'encre (ce qui n'était pas le cas dans l'ancien système du vote à papiers) et importer du papier (comme dans le précédent système avec l'avantage ici que les anciens papiers-bulletins de vote- étaient déjà imprimés). En plus, elle n'est pas décriée que par les politiciens. Les ténors de la société civile d'Argentine ont soutenu dernièrement la position de la société civile congolaise contre cette machine. « *Il n'existe aucun système de ce type dans le monde qui permet de préserver correctement les trois aspects fondamentaux du vote : le secret du vote, l'intégrité de l'élection et la transparence du système* », estiment-ils, avant de conclure que « *la technologie la plus éprouvée et efficace pour l'acte électoral (reste) le bulletin de vote unique de papier* ». ⁷ Mais bon, la machine, elle est là.

5. Et si cette fois c'était à bonne ?

Ça sera la pire erreur historique (même si tant d'autres ont été commises par les politiques de ce pays) si la RDC rate ce tournant et conduit le train droit dans un mur ou dans un ravin. Et dans l'hypothèse malheureuse que cela arrive, le pays descendra droit aux enfers. Au fait, comment ne pas capitaliser cette opportunité gratuite, histoire d'avoir une passation de pouvoir historique (et civilisée) pour la toute première fois de l'histoire de ce pays et pour qu'il reprenne la place qu'il lui faut dans le concert des nations ? Les églises ont déjà donné l'avertissement. Ce que font les catholiques, ce qu'a dit monseigneur Ekofo de l'Eglise du Christ au Congo (ECC, protestante) et ce que les mouvements des jeunes pro-démocratie ne cessent de tirer la sonnette d'alarme ne sont pas des bruits d'abeilles. C'est puisque en réalité tous ces mondes voient que les faits trahissent la volonté d'amener le pays vers des lendemains meilleurs, comme nous le chantons et le crions tous les jours à l'unisson dans notre hymne national : « *nous bâtissons un pays plus beau qu'avant, dans la paix* ».

Tout compte fait, même si élections il y aura, bienvenue à la contestation. Le mélange de souverainisme sans forme mêlé à une politique délibérée de choisir qui doit être candidat et qui ne doit pas l'être, le doute sur les capacités et la volonté de certains animateurs de CENI... On ne peut pas se le cacher : le processus électoral est mal engagé. Et dire que cela peut encore être évité ! Mais le Congo c'est aussi ça, on dirait hanté par le mauvais départ de 1960. Souhaitons que le lendemain du 23 décembre ne soit pas incertain.

⁷ Lire: RDC: "l'utilisation de la machine à voter vivement critiquée par les ONG argentines"
<https://www.jeuneafrique.com/564559/politique/rdc-lutilisation-de-la-machine-a-voter-vivement-critiquee-par-des-ong-argentines/>

Et croyons comme l'a prédit l'abbé Jean-Marie Bomengola, secrétaire de la Cenco : « *S'il y a des élections, on remerciera surtout Dieu* »⁸.

Kennedy Muhindo Wema

Journaliste et analyste politique

⁸ OPCIT:Patricia Huon Envoyée spéciale à Kinshasa
https://www.liberation.fr/planete/2018/08/08/rdc-s-il-y-a-des-elections-on-remerciera-surtout-dieu_1671651

Enjeux

En route vers les élections du 23 décembre 2018

Ne nous trompons pas d'enjeux

Kä Mana

A l'approche d'une échéance décisive

Si la classe politique de notre pays décide de puiser dans sa conscience le sursaut dont elle a besoin pour assumer les responsabilités qui lui incombent dans la société congolaise aujourd'hui, il est possible que les élections législatives et présidentielles prévues pour le 23 décembre prochain s'organisent dans le calme et la sérénité. Cette possibilité dépend aussi de la capacité de tout notre peuple à puiser en lui les énergies de foi en son pouvoir d'être le *souverain primaire* qu'il est censé être et de faire le choix de ses dirigeants sur la base de ce qu'il veut que notre patrie soit et se forge comme destinée dans le monde.

Depuis 2016, tous les débats publics au Congo ont tourné autour de ces élections que nous attendons tous maintenant. Les yeux rivés vers l'horizon de cette échéance, des dialogues ont été organisés entre les forces politiques du pays, avec des succès mitigés que nous connaissons. Des marches de protestation contre les attermolements sur le calendrier électoral ont mobilisé des Eglises et des mouvements citoyens. On a entendu surgir du sein du monde universitaire des mots d'ordre et des appels de soutien pour l'organisation des suffrages crédibles. Des citoyens congolais ont même payé de leur vie cette demande des élections libres et transparentes.

Dans cette atmosphère de turbulences, de confrontations, d'espoirs et de découragements, d'avancées et de reculs, du jeu obscur des acteurs politiques dans leurs stratégies pour la conquête du pouvoir ou pour le maintien au pouvoir, tout semble conduire, tant bien que mal, au grand rendez-vous du 23 décembre 2018.

Concrètement, plus cette échéance approche, plus les antagonismes s'exacerbent non seulement entre le gouvernement en place et l'opposition, mais aussi entre les militants des partis politiques chauffés à blanc par leurs leaders devant les perspectives qui s'ouvriront ou se fermeront selon les attentes des uns et des autres. Comme si on s'attendait à un combat des gladiateurs au lieu d'une compétition démocratique autour des projets politiques pour orienter le futur du pays, tout est mis en branle pour démoraliser l'adversaire : disqualification de certains candidats à la présidence de la

République, accusations sur un système de fraude électorale déjà mis en place avec des machines à voter non fiables, procès d'intention malveillants sur des liens de certains leaders avec des forces obscures étrangères qui veulent balkaniser et exploiter le Congo, résultats supposés déjà programmés en pourcentages pour les législatives, dénonciation d'une parodie d'élection, menaces de boycott du processus en cours et annonce de lendemains orageux pour la nation congolaise si rien n'est fait pour que les choses changent.

Du côté du peuple congolais, en même temps que l'intérêt pour les élections se manifeste par l'important nombre de candidats qui se présentent à l'échelle provinciale ou nationale, on sent aussi le doute s'installer sur la possibilité même d'organiser les élections à la date prévue.

La question qui se pose dans cette atmosphère d'intérêts, de tensions et de doutes est celle-ci : les forces politiques, les mouvements citoyens et le peuple congolais connaissent-ils véritablement les enjeux des élections qui se profilent à l'horizon. ?

Sur l'arrière-fond d'un manque de tradition électorale solide

On ne peut pas dire que notre pays a en son sein l'expérience électorale qui puisse servir de tradition pour savoir où nous allons et ce que nous devons faire dans la situation actuelle d'attente des élections qui viennent. Mis à part les suffrages démocratiques de 1960 remportés en toute transparence par Lumumba et les élections plus ou moins acceptables de 2006 qui fondèrent notre Troisième République, nous avons été habitués aux élections sans consistance organisées sous le long règne de Mobutu pour soutenir, valider et soutenir son régime qui fut tout sauf démocratique. Nous avons été conditionnés à vivre dans des ambiances électorales où tout était joué d'avance, où aucun débat sérieux n'a pu s'organiser autour des projets de société clairs face auxquels il fallait choisir pour orienter l'avenir. Là où il y a eu possibilité de débat réel face à un choix clair, c'est moins sur les projets de société que sur les personnes et leur tempérament qu'il a fallu se décider. On a eu aussi à enraciner dans nos esprits des réalités pathologiques comme le vote sur base purement ethnique, autour des intérêts de gain financier pour des individus et leurs clans, sans aucune conscience capable d'aller au-delà du nombril des acteurs politiques en présence.

Nos élections ont été ainsi viciées dans ce qu'elles devaient signifier. Au lieu de viser les enjeux de la construction de notre nation sur la base des intérêts supérieurs de l'Etat, des valeurs fondamentales de l'être-ensemble et du vivre-ensemble, des rêves communs et des utopies communautaires pour notre avenir, elles se sont réduites à des luttes dominées par ce que nous avons tous appris à appeler *la politique du ventre* et *l'accès à la mangeoire nationale*. Elles ont été brisées dans leur dynamique par le désir de dominer

le champ social avec des mécanismes de violence physique ou symbolique ainsi que par le souci de durer le plus longtemps possible quand on est en position de force, ou de déstabiliser le plus fortement possible celui qui est au pouvoir et son système lorsque l'on est soi-même en posture d'opposition.

Dans ces conditions, les élections sont un champ de guerre et la politique se réduit à un jeu de massacres qui ne laisse aucune place à la réflexion sur les problèmes du pays et les moyens de les résoudre en profondeur. Cette politique sans pensée directrice perd aussi le sens de l'horizon dans lequel toute action pour des changements profonds et positifs devrait s'inscrire. A savoir : l'affirmation des droits humains inaliénables, la capacité d'assumer les devoirs citoyens fondamentaux et la prise en charge par chaque personne du pouvoir de changer radicalement les choses là où elle a le pouvoir de les changer. Coupé de ce socle des droits, de devoirs et du pouvoir de changement à toutes les échelles et dans tous les champs de la société, l'engagement citoyen dont les élections sont la manifestation tourne à vide et danse sur le vide.

Cerné par des régimes politiques autoritaires et dictatoriaux

Aujourd'hui, il n'y a pas que notre histoire immédiate au Cogo qui nous empêche de nous concentrer sur les enjeux essentiels des élections qui se préparent maintenant dans notre pays. Il y a aussi le fait que notre nation vit cernée par des pays dont les régimes politiques sont au mieux des régimes autoritaires et au pire des dictatures pures et simples. Le système électoral qui s'y déploie n'a pas le visage serein des patries où s'organisent des élections libres, transparentes et crédibles. La tentation est grande d'inscrire notre processus électoral à nous dans la même dynamique, par mimétisme, avec la conviction qu'on n'a rien à perdre à faire ce que tout le monde fait et à vivre comme tout le monde vit autour de nous.

Cette tentation nous fait oublier la vocation qui est celle du Congo dans l'Afrique d'aujourd'hui : la vocation d'être la nation dont la position géographique au cœur du continent est aussi une responsabilité. Depuis les indépendances africaines de 1960, cette responsabilité a été plusieurs fois définie par des penseurs importants en Afrique et dans le monde. Cheikh Anta Diop voyait en notre pays le cœur du panafricanisme. Kwame Nkrumah rêvait du Congo comme la pulsation même des Etats-Unis d'Afrique. Frantz Fanon se représentait l'Afrique comme un revolver dont la gâchette est au Congo, Théophile Obenga ne cesse de rappeler encore aujourd'hui que Kinshasa doit avoir d'ambition de devenir la capitale de l'Afrique unie. Fabien Eboussi Boulaga affirme : « Si le Congo se réveille, toute l'Afrique se réveillera ».

Toutes ces affirmations montrent à quel point ce n'est pas notre pays qui doit suivre la voie des régimes politiques qui l'entourent. C'est plutôt notre pays qui doit indiquer la voie d'une démocratisation de toute l'Afrique en devenant lui-même une grande démocratie au cœur de l'Afrique. Faute d'avoir compris cela, nous avons perdu le sens de la vocation qui est la nôtre.

Nous ne pouvons pas penser les élections qui s'annoncent avec l'esprit de promotion des pouvoirs forts qui font de la dictature, éclairée ou aveugle, le chemin de l'avenir. Ce qui est important, c'est de faire de la démocratie au sens fondamental le cadre global pour construire le nouveau Congo. En parlant de la démocratie globale, il faut insister sur le fait qu'elle ne doit pas être un décalque des démocraties représentatives qui servent de modèle à beaucoup de rêves de démocratie en Afrique, mais de la capacité de mettre sur pied des régimes politiques qui se dotent d'institutions et de dynamiques centrées sur nos problèmes de fond aujourd'hui, sur la défense de nos intérêts vitaux, sur les valeurs positives de nos cultures et sur les rêves et les utopies pour imaginer un avenir différent de notre situation actuelle dans le monde.

Nous avons à imaginer cette démocratie pour la vivre et nous devons choisir les personnalités qui doivent nous gouverner en fonction de leurs capacités à ouvrir à notre pays cette voie lumineuse.

La meilleure manière de nous assurer du chemin qu'ouvre les prétendants au pouvoir à l'échelle locale, à l'échelle provinciale ou à l'échelle nationale, c'est de connaître et d'étudier leurs projets de société et leur programme d'action. Cela exige que le peuple congolais, dans l'ensemble de ses mouvements de lutte comme au cœur des aspirations de sa population, regarde dans cette direction et croie à la possibilité d'habiter cet horizon.

Se concentrer maintenant sur les enjeux fondamentaux

La perspective qui doit s'ouvrir, il ne convient pas de la penser et de la voir dans un esprit naïf ou selon un angélisme romantique. La naïveté serait de croire que d'ici les prochaines élections, le Congo aura à sa disposition des institutions et des personnalités prêtes pour la démocratie globale dont nous parlons. Rien ni personne ne descendront tout de suite du ciel pour faire du champ politique une sphère angélique au Congo. Il n'y aura pas non plus ici et maintenant, des changements où s'accompliraient nos rêves romantiques d'un Congo idyllique. Ni le peuple congolais actuel ni ses dirigeants actuels ou futurs, ne sont des êtres du ciel et ils ne seront pas des entités des sphères angéliques. Quand on va aux élections, il est bon de le savoir pour choisir les personnes les moins nuisibles possibles et le système le moins nocif possible par rapport aux attentes des populations.

A ces personnes, à leurs idéologies et à leurs systèmes, la responsabilité du peuple est de bien les entourer, de bien les surveiller, de bien les éclairer et de bien les guider sur les enjeux fondamentaux que les élections ont le devoir de révéler à leur conscience et à la conscience de tous. Notamment :

- Les enjeux économiques : mettre en place des stratégies fertiles pour vaincre la misère, juguler la crise sociale, combattre le chômage, bâtir des infrastructures, créer la richesse et bien la répartir dans toutes les couches de nos populations ;
- Les enjeux politiques : organiser la société pour y vaincre l'insécurité, la corruption, l'impunité et toutes les forces du désordre et du chaos qui ont transformé notre pays en modèle absolu de ce qu'il ne faut pas faire quand on veut être un régime politique qui veut changer la société ;
- Les enjeux culturels : transformer les imaginaires viciés de l'homme congolais en remettant au cœur de notre société une éthique des valeurs de grandeur, de dignité, de liberté, de créativité et de respect de soi et des autres dans une communauté d'harmonie relationnelle.
- Les enjeux géostratégiques : mettre notre pays sur l'orbite d'un rayonnement splendide à l'échelle du monde, grâce à des réalisations ambitieuses et visibles qui imposent le Congo comme pays-phare par sa ré-essite aux yeux de toutes nos nations.

Lignes de la méthode pour des élections paisibles

Si tous ces enjeux sont au cœur des élections dans notre pays aujourd'hui, il est bon de ne pas perdre de vue que l'important maintenant est d'avoir des élections paisibles. Dans le contexte d'insécurité et de violence où vivent nos populations dans beaucoup de nos régions, la paix est sans doute la préoccupation essentielle qu'il ne convient pas de perdre de vue. A la lumière de cette préoccupation, nous devons savoir que toutes les élections ont un amont et un aval : l'amont est la période où elles se préparent et l'aval, c'est le temps où elles donnent les fleurs de leurs promesses en termes d'institutions, de moralité publique et de la fécondité de l'être-ensemble.

En aval, les élections du 23 décembre ne se préparent pas dans des conditions paisibles. Aucune confiance des acteurs politiques du pouvoir en place et de l'opposition les uns en les autres, aucun programme clair proposé à la discussion publique de la part des uns et des autres, sauf peut-être les lignes d'incantation sur le patriotisme souverainiste d'une part et la volonté stratégiquement affirmée par les pragmatiques et les réalistes internationalistes d'ouvrir clairement le Congo au monde et aux institutions internationales, d'autre part. On est plus dans une guerre politique de tranchées que dans une préparation sereine d'une compétition électorale civilisée.

Au rythme où vont ces jeux dangereux entre ceux qui se croient être les bons et ceux qu'ils désignent comme les mauvais, le risque est d'avoir en aval des élections ce que nous y aurons semé dès aujourd'hui, à savoir : le désordre et le chaos. L'après-élection sera alors le règne des tensions, des affrontements, des vociférations contestatrices des résultats du scrutin, des combats de coqs entre les leaders et du désarroi profond pour toutes nos populations. Personne n'aura ni le temps, ni l'opportunité ni la volonté de s'occuper des intérêts du pays. Nous aurons organisé les élections pour rien : aucun changement, aucune transformation profonde n'auront laissé une empreinte fertile pour notre avenir.

Pour éviter cette perspective de catastrophe, nous avons encore le temps de reprendre notre destin en main en organisant ce que nous n'avons pas encore réussi à organiser vraiment dans notre pays pour unir nos forces : dialoguer, nous mettre ensemble pour discuter des problèmes du pays et des intérêts supérieurs de l'Etat, confronter nos projets de société et nos programmes d'action avec l'intention de nous donner les énergies nécessaires à la construction d'un Congo à la hauteur de nos rêves.

Conclusion

Pour le temps court qui nous reste avant les élections, notre responsabilité comme citoyens congolais, à quelque niveau de l'échelle politique que nous soyons, l'heure est à la décision qu'il faut prendre : ou nous travaillons dans la concorde et la coopération compétitive sereine en vue de sauver l'avenir de notre pays, ou nous tombons dans le risque de voir notre pays s'effondrer et s'engloutir dans la désintégration.

Entre ces deux options, *le choix est clair*. Il faut le faire clairement au plus profond de nos désirs et de notre volonté. Tout est à situer dans l'horizon de cet idéal et à vivre dans la perspective de l'atteindre, même si tout doit être fait également dans les contraintes des réalités qui nous entourent et nous caractérisent, ici et maintenant.

Avant les élections qui s'annoncent

La société congolaise dans le miroir de la vérité

Kä Mana

Si le temps des élections dans une nation doit être à la fois le moment d'une rétrospective sur l'histoire vécue et d'une prospective sur les horizons à ouvrir à la vie du peuple, il n'est pas possible de ne pas se poser certaines questions fondamentales sur la manière dont a été conduite, gérée et administrée la société congolaise au cours des années Kabila. L'effort de rétroprojection est un préalable nécessaire pour comprendre d'où nous venons et quels choix nous avons faits pour nous engager dans la voie qui nous a conduits où nous nous trouvons comme peuple aujourd'hui. Quant à l'effort de projection dans l'avenir, il concerne la conscience de ce que nous voulons devenir et de la destinée que nous devons construire.

Sous ce double angle, le regard à déployer concerne la situation globale de la société congolaise et l'état de l'homme congolais au moment où fut lancée la Troisième République et ce que nous avons réalisé comme progression d'ensemble ou subi comme régression visible tout au long de 17 années du règne de Joseph Kabila. Avec une conscience claire de ce qui nous a porté comme nations pendant ces années, il deviendra possible de savoir ce que nous voulons face à l'avenir.

Dans le miroir du pouvoir en place

Sur cette vision de nous-mêmes, le système en place a un discours clairement optimiste. Le pays va mieux non seulement par rapport au moment où Joseph Kabila l'a pris en main, mais aussi par rapport aux premiers pas de la Troisième République. On insiste sur l'unité nationale maintenue, sur les victoires engrangées face aux puissances de la prédation, de la balkanisation et de la déstabilisation venues de certains de nos voisins, sur la stabilité macro-économique du Congo, sur les efforts pour engager le pays dans la reconstruction de certaines de ses infrastructures et sur la force de résilience des Congolais qui continuent à croire en l'avenir du pays malgré les nombreuses difficultés qui ne cessent de s'élever sur la route de notre destin. « Si vous ne croyez pas en moi, a dit un jour le président Joseph Kabila, croyez au moins en mes œuvres. » Une manière pour lui de se donner un *satisfecit* glorieux dont aucun membre de son camp ne doute. A chaque grand discours sur l'état de la nation, le président ne cesse d'offrir aux Congolais de multiples variations sur ce même thème. Il s'adresse non seulement à ceux

qui sont déjà convaincus du bien-fondé de son discours et de la fécondité de son action, mais surtout à ceux qui, selon lui, au lieu de voir le chemin déjà parcouru, ne voient que ce qui n'a pas été fait.

Le principe d'interprétation du discours du camp au pouvoir est donc clair : il faut juger la politique qui est menée non pas par rapport à ce qui n'a pas été fait, mais par rapport à ce qui a été fait. En appliquant ce principe, ce qui reste à faire entre dans un projet que l'énergie déjà déployée dans ce qui a été fait pourra continuer à concevoir et à réaliser. Il y a confiance dans le futur à construire, sans aucun doute.

Dans le miroir de l'opposition

Pour l'opposition au pouvoir en place, c'est moins les réalisations exaltées par le Chef de l'Etat qui comptent que l'immensité sidérale de ce qui n'a pas été encore fait et qui ne sera pas fait si l'on maintient les dirigeants actuels à la tête du Congo. Le principe d'interprétation de l'action du gouvernement est l'inverse de celui que le camp du président de la République se donne. Sous cet angle de l'opposition, le non-réalisé est dans son immensité le signe de l'incapacité du pouvoir en place de faire quoi que ce soit de grand, de beau et de fécond pour l'avenir. Dans la mesure où dans beaucoup de domaines, le Congo est aujourd'hui un pays de désespoir et qu'il n'est pas besoin de grandes démonstrations pour le faire voir et le faire savoir à toute personne de bonne foi, il ne sert de rien de perdre de l'énergie pour montrer encore ce que tout le monde voit, c'est-à-dire le règne de l'incompétence et de la médiocrité, selon les slogans incantatoires que les partis d'opposition adulent aujourd'hui. Il suffit de comparer le Congo à ses voisins pour reprendre une expression de Théophile Obenga au sujet de l'Afrique et parler à propos de la RD Congo *du développement du sous-développement*. Aux yeux de l'opposition congolaise, c'est dans tous les domaines que ce phénomène est visible et le discours d'autoévaluation positive du président Joseph Kabila ne change rien à cela.

Dans le miroir de la vérité

Quand on est en période de préparation des élections comme nous le sommes en ce moment en cette fin d'année 2018, la tentation est grande d'être à priori soit dans le camp du pouvoir en place soit dans le camp de l'opposition. On est comme déterminé par des présupposés qui ne permettent pas de se doter des instruments de lucidité en vue de savoir ce qui est bon pour le pays. On vit une sorte de neutralisation ensorcelée de toutes les capacités d'analyse sereine, comme si le fait d'aller voter libérait l'esprit du devoir d'analyse froide de la réalité en face de soi.

Or rien n'est plus important que de garder la tête froide et d'aller au fond des choses pour ne pas être victime des discours qui s'opposent et

s'affrontent en situation électorale. Ces discours sont toujours à priori parcellaires et partiels. Ils ne permettent pas de savoir où est la vérité et où est l'erreur, où est l'essentiel et où est l'accessoire.

Ce qu'il convient de faire, c'est d'appliquer à la situation de notre société la vieille loi du juste milieu en en rénovant le contenu pour saisir la force de la vérité d'une situation sociale.

Selon cette loi, personne ne dit la vérité et personne ne ment quand on est en situation de confrontation et de guerre des idées. Ou plus exactement tout le monde dit la vérité et tout le monde ment. Mais on ne voit le mensonge et la vérité qu'en se situant au juste milieu du débat.

Comment faut-il alors se situer dans ce juste milieu ? En se laissant conduire par une démarche à laquelle je donne le nom de *dialectique du parfois*, c'est-à-dire de la possibilité de bouger à partir d'un centre toujours en mouvement :

Parfois être dans le camp du pouvoir en place et non dans le camp de l'opposition.

Parfois être dans le camp de l'opposition et non dans le camp du pouvoir en place.

Parfois n'être ni dans le camp du pouvoir en place ni dans le camp de l'opposition.

Parfois être et dans le camp du pouvoir et dans le camp de l'opposition, en même temps.

Qu'est-ce que cela veut dire concrètement en ces temps de préparation des élections ?

Cela veut dire qu'il convient de s'aménager un espace pour se faire soi-même sa propre idée sur l'homme congolais aujourd'hui et la société dans laquelle il vit. Dans cet espace, il est possible de regarder le passé et de projeter l'avenir à partir du présent de manière indépendante, libre et sereine. On peut analyser alors le discours du pouvoir et le discours de l'opposition non pas avec leurs propres œillères, mais plutôt avec son propre prisme représentationnel à soi-même en tant que citoyen. Là on perçoit ce qui est vrai dans le discours du pouvoir sur son action passé et ce qui est vrai dans le discours de l'opposition sur ce qui n'a pas été fait. Les exagérations, les affabulations et les essais de manipulations des esprits d'un côté comme de l'autre deviennent visibles et les mensonges apparaissent sans effet sur ce que l'on sait et sur ce que l'on croit personnellement en profondeur par l'exercice de la raison et le pouvoir du libre-examen.

Ce qui a été fait devient un socle pour continuer sur la voie déjà prise. Ce qui n'a pas été fait devient une tâche pour construire l'avenir.

La seule question essentielle devient alors celle-ci : qui aujourd'hui est le plus habilité à construire l'avenir ?

On ne doit pas décider seul en sa propre conscience quelle est la réponse à donner à cette question ; il faut se confronter à d'autres consciences et construire des groupes d'analyses sociales pour tracer sans passion les portraits des personnes susceptibles de conduire le pays sur le chemin d'une grande destinée. Dans ces groupes, une intelligence communautaire surgira des visions différentes et l'on verra qu'au-delà de l'opposition et du camp au pouvoir il y a le pays et que c'est le pays qui, prioritairement, compte.

Ainsi se créera toute une culture des rencontres communautaires avec les candidats aux postes politiques pour qu'ils répondent aux questions essentielles :

- Que voulez-vous faire du pays à partir de ce qu'il est aujourd'hui à vos yeux et selon quel ordre de priorités ?
- Avec qui voulez-vous faire ce que vous envisagez de faire pour la nation ?
- En quoi le camp auquel vous appartenez est-il plus fiable que le camp adverse, preuves à l'appui ?
- Quelle éthique proposez-vous pour la gestion et l'administration d'un pays en crise comme le Congo ?

C'est dans les réponses publiques à ces questions que pourront se dégager des personnalités suffisamment fortes pour espérer conduire le pays vers de meilleurs horizons et de nouvelles grandes espérances.

Eduquer la volonté du peuple

On le voit : la qualité d'une élection ne dépend pas des discours de propagande ou des séductions verbales incantatoires, mais de la profondeur de la conscience politique individuelle et de la solidité de la culture politique des citoyens dans leurs capacités à être ensemble dans un agir communicationnel fertile concernant la cause de leur pays.

Aujourd'hui, on peut douter que la société congolaise soit à ce haut niveau de compréhension du devoir citoyen. On peut aussi douter que le choix des dirigeants se fasse en pleine conscience des enjeux de la construction de notre nation.

Dans ces conditions, l'urgence de l'éducation à la démocratie et à la responsabilité citoyenne est plus importante que les élections elles-mêmes.

C'est ce travail qu'il convient de faire pour préparer l'avenir du Congo dans le concert des nations démocratiques, au-delà de l'échéance du 23 décembre 2018.

RD Congo : des élections pour poser les bases d'une nouvelle société

Kä Mana

Il est étonnant aujourd'hui de voir à quel point les débats entre le système du pouvoir en place et l'opposition qui se dresse face à lui se perdent dans une agitation stérile dès qu'il s'agit des problèmes à aborder concernant les élections du 23 décembre 2018 et l'avenir de notre pays.

Au jeu du « bonnet blanc blanc bonnet »

Pour le camp au pouvoir, l'essentiel est de se maintenir en place et de consolider les mécanismes par lesquels il a gouverné le pays et géré les affaires de l'Etat jusqu'à ce jour. Il suppose en cela que son bilan est largement positif et qu'il est nécessaire que le peuple lui accorde sa confiance une fois de plus en le maintenant en place avec un autre leader qui remplacerait l'actuel président en se mettant sur les traces de ses pas.

En misant sur cette perspective, il oublie tous les griefs que l'opposition ne cesse de rappeler au peuple congolais avec un chapelet de carences qu'elle récite chaque jour au point d'en faire son seul programme électoral pour le Congo. A entendre les opposants, le bilan du pouvoir en place est moins que mitigé. Il est fondamentalement et globalement catastrophique à vue d'œil.

Depuis qu'il est devenu de plus en plus évident que le Congo va aux élections le 23 décembre 2018, je ressasse au jour les jours les griefs que l'opposition adresse au système politique en place. Ils sont innombrables, mais on peut aujourd'hui les résumer autour de cinq axes essentiels :

- l'axe de la mauvaise gouvernance qui a fait de notre pays un contre-modèle sur ce qu'il y a lieu de faire pour créer une dynamique de paix sociale et de développement durable ;
- l'axe d'une dictature soft qui n'est ni une dictature éclairée ni une dictature compétente capable de contrôler le territoire nationale et d'en faire un territoire de sécurité pour ses propres citoyens ;
- l'axe de la corruption généralisée qui appauvrit l'Etat tout en enrichissant de manière scandaleuse la classe dirigeante et ses acolytes ;
- l'axe de l'inconscience et de la médiocrité non seulement dans la gestion des affaires publiques, mais surtout dans l'absence de toute référence à des valeurs cardinales de vie, valeurs sans lesquelles il n'y a pas d'être-ensemble pour une communauté historico-sociale ;

- l'axe de la destruction du tissu social par les misères inénarrables qui sont le lot commun du peuple congolais dans son ensemble.

Tous ces griefs conduisent l'opposition à une seule exigence qui est son seul projet de société aujourd'hui : *le dégagisme*, ou plus exactement la logique du « *ôte-toi de là que je m'y mette.* »

On constatera que ce dégagisme n'est ni une vision globale d'une nouvelle gouvernance, ni un programme de gouvernement clairement articulé, ni une utopie mobilisatrice pour un peuple qui doit se reconstruire lui-même et construire son avenir autour des axes sans lesquels il n'y aura pas de grand destin pour le Congo. A mon sens, ces axes sont les suivants : l'axe de la reconstruction morale de l'être même de l'homme congolais, l'axe de la reconstruction politique du tissu national, l'axe de la lutte contre l'exploitation dont le pays est l'objet de la part des grands prédateurs internationaux et nationaux et l'axe de nouvelles utopies à promouvoir pour que le Congo devienne réellement une terre d'avenir, selon l'intuition fondamentale de Lumumba.

Au fond, l'opposition est tellement tournée vers le passif du régime dont elle critique la logique qu'elle ne voit pas le problème réel du pays aujourd'hui. Elle ne voit pas que l'urgence est de construire le Congo de l'avenir, de bâtir l'avenir du Congo. A force de ressasser les griefs contre l'incompétence du pouvoir en place, elle cesse d'avoir d'autre miroir pour penser l'avenir que le miroir de la critique du pouvoir en place. C'est peu comme projet de société.

En effet, il ne suffit pas de dire qu'on connaît les carences de ceux qui nous gouvernent pour se faire créditer de toutes les qualités qui vous rendent aptes à construire un Congo nouveau et à garantir au Congo une bonne gouvernance et un ordre de gestion différents de ceux que l'on critique. Comme dit la sagesse populaire : la critique est facile et l'art est plus malaisé.

Or, dans l'état actuel des choses, rien dans l'organisation des partis de l'opposition comme dans la face visible de l'esprit de leurs leaders n'indique qu'ils sont différents de ceux qu'ils critiquent. En réalité, ils sortent tous, d'une manière ou d'une autre, du même moule congolais et ils pataugent dans les mêmes marres. Ils ont une même vision de la politique et ils sont portés par les mêmes désirs de vivre comme vivent ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui.

Si on concentre l'attention rien que sur le passif du régime en place pour penser le Congo nouveau, on s'enferme dans un passé qui ne crée rien. Il est alors à craindre que les élections du 23 décembre 2018 ne nous conduisent qu'au jeu du « bonnet blanc blanc bonnet » entre le pouvoir et l'opposition. Plus clairement dit, en matière de bilan de l'être de ceux qui nous

gouvernement et de la manière dont ils pensent et vivent la politique, rien ne permet de croire que l'opposition actuelle au Congo peut faire mieux que le camp que l'on désigne par le terme de « majorité ».

Le pouvoir en place le sait bien, lui qui ne regarde jamais les opposants comme une alternative possible. Il voit en eux soit des traîtres à l'esprit commun où ils ont baigné ensemble pendant longtemps quand ils gouvernaient ensemble le Congo, soit des opportunistes qui se présentent comme des cygnes tout blancs alors qu'ils nagent dans la même boue que ceux qu'ils combattent, soit comme de nouveaux rapaces qui veulent rejoindre la mangeoire nationale sans aucun idéal pour changer les choses.

Ce discours du pouvoir en place est significatif. Il est d'abord un aveu : la reconnaissance du bilan très mitigé dont il peut se prévaloir, même si ce bilan n'est pas aussi catastrophique que l'opposition le présente. Ensuite : la conviction que l'opposition actuelle n'est pas une alternative crédible, quoi qu'elle dise dans ses charivaris quotidiens.

Refonder la société congolaise

On peut sur cette base dire que ce qui compte pour les élections du 23 décembre 2018 n'est pas le choix des hommes ou le changement du système de gouvernement selon la dichotomie « pouvoir régissant-opposition en place ».

Du point de vue du choix des hommes et du système de gouvernement dans l'état actuel de notre société, nous risquons d'être déçus, si notre regard est tourné vers le passé et le passif de nos leaders actuels.

Ce qui compte, c'est de comprendre qu'il est toujours important pour un peuple de refonder sa destinée en entrant dans un grand débat avec lui-même grâce à la solennité qu'il donne à certains moments de son histoire en les transformant en creuset d'un face à face avec son propre destin. Les élections annoncées en RDC pour le 23 décembre 2018 peuvent être ce grand moment de confrontation solennelle avec nous-mêmes. C'est le moment où il ne s'agit pas de s'accuser les uns les autres sur ce qui ne va pas chez nous et de nous lancer à la figure tous les péchés d'Adam et tous les défauts d'Eve dont nous sommes tous conscients à un degré ou à un autre aujourd'hui, mais de nous poser des questions essentielles et fondamentales sur nous-mêmes et notre pays :

- Pourquoi ce pays qui est le nôtre n'arrive-t-il pas à produire autre chose que la crise dans laquelle nous sommes depuis notre indépendance ?
- Pourquoi le leadership dont nous avons doté notre action souffre-t-il de tant de carences de génération en génération ?
- Pourquoi le mal congolais est-il devenu une structure fondamentale de

notre société ?

- Quelles sont nos responsabilités individuelles et communautaires dans ce qui nous arrive depuis si longtemps ?
- Que devons-nous faire pour changer l'orientation de notre destin et construire une grande destinée congolaise ?
- Où sont nos devoirs et nos pouvoirs à assumer pour faire émerger un Congo nouveau ?

Il y a dans ces questions une exigence d'auto-évaluation constructive pour chaque Congolais et pour tout le peuple Congolais. Cette auto-évaluation constructive devrait constituer le cadre dans lequel nous devons insérer le processus électoral.

A mes yeux, ce cadre est plus important que les élections elles-mêmes. C'est dans la mesure où il est réussi comme cadre qu'il peut donner sens au suffrage à exprimer les 23 décembre 2018.

Je veux dire par là que tant que les hommes politiques, les partis qu'ils animent et les militants qu'ils sont sensés guider se concentrent sur les pailles qu'il y a dans les yeux de leurs adversaires sans se soucier des poutres qu'il y a dans leurs propres yeux, on tournera en rond et les élections ne seront qu'un jeu dangereux ou une farce stérile qu'ils sont dans notre pays depuis des décennies.

J'ajoute qu'il est important que le cadre d'auto-évaluation dont je parle devienne aussi le cadre du grand dialogue entre Congolais pour l'émergence d'une conscience nationale fertile. Savoir que le Congo est notre pays et que nous avons à le construire ensemble ; vivre avec la certitude que l'exigence de cette construction de la nation porte en elle-même des normes et des valeurs qu'il nous faut incarner concrètement pour construire un Congo nouveau ; aménager des espaces collectifs pour des discussions constructives sur la manière dont il faut penser le présent et l'avenir du Congo, c'est en cela que réside l'essentiel aujourd'hui. C'est cela qui doit être le souffle des élections, beaucoup plus que les agitations autour de la machine à voter, des bulletins de vote à imprimer ou des cartes électorales avec ou sans empreintes digitales. Tout Congolais sait comment se terminent les élections au Congo et il serait naïf de croire que les choses changeraient par une baguette magique ou par des injonctions venues de l'étranger. Nous devons savoir que ce qui compte pour aujourd'hui n'est pas dans les résultats connus d'avance que dans le débat pour préparer l'avenir et étudier les voies d'une révolution à long terme qui doit se faire par une auto-évaluation radicale de chaque Congolais et de tout le peuple congolais.

Si j'attache plus d'importance au cadre social et à la conscience nationale à

l'intérieur desquels s'insèrent les élections qu'aux élections elles-mêmes, la raison est dans l'urgence de reconstruire l'homme congolais, si l'on veut reconstruire le Congo, comme le dit avec justesse le prêtre catholique Innocent Nyirindekwe.

Les élections valent ce que valent les personnes et les sociétés qui les organisent. Si nous concentrons les discussions sur notre état mental, moral et psychique, nous faisons du temps de la préparation et de l'organisation des élections un moment de renaissance de nous-mêmes pour construire l'avenir, et non pas le temps des guerres et des querelles d'où le pays ne peut sortir qu'exaspéré et vaincu dans ses dynamiques créatrices. Les élections deviendront alors le moment de refondation de notre destinée nationale à long terme non seulement à travers la conscience que nous prendrons de nos atavismes électoraux pour les vaincre mais surtout à travers les décisions que nous prendrons pour orienter autrement notre pays dans tous les domaines de notre vie.

Orienter nos regards vers un optimisme congolais

Si les élections et le cadre dans lequel elles s'insèrent peuvent être un moment d'auto-évaluation nationale et d'une prise de conscience de ce que nous sommes, nous Congolaises et Congolais, il y a une autre dimension de leur sens qu'il convient de prendre en compte maintenant.

Cette dimension est celle d'une orientation positive de notre être-ensemble et de notre génie créateur en tant que nation. Au lieu de nous acharner sur nos pathologies et sur tout le mal que nous pouvons dire de notre pays, il est bon surtout de poser sur nous un regard optimiste pour déceler tout notre potentiel de renaissance et de résurrection.

Ce potentiel existe, mais nous n'en parlons pas souvent. Nous sommes même aveugles sur ce que nous pouvons en faire à une heure décisive comme celle des élections.

Nous avons oublié notre position géographique au cœur de l'Afrique et ce qu'elle comporte comme vocation aujourd'hui.

Nous avons oublié les richesses culturelles de notre société dans sa diversité et ce qu'elles peuvent nous donner comme conscience créatrice face à l'avenir.

Nous avons oublié l'immensité de nos énergies touristiques que nous pouvons mobiliser pour devenir une puissance.

Nous avons oublié la puissance de nos intelligences, la fécondité de nos productions théoriques et de nos réalisations pratiques, tout cela qui nous a conduits, malgré nos difficultés, à avoir en notre sein un prix Nobel de la paix.

Nous avons oublié notre sol et notre sous-sol et tout son poids

d'enrichissement.

Nous avons oublié notre gigantesque pouvoir démographique et ce qu'elle permet dans la construction d'une forte image de nous-mêmes.

Nous avons oublié la puissance de nos énergies religieuses, même quand elles sont dévoyées, et les pulsations de leurs potentialités spirituelles pour éveiller les consciences congolaises en vue de bâtir un Congo nouveau, si nous le décidons.

Nous avons oublié la percusion de notre créativité artistique, de notre littérature et de notre musique qui a conquis le monde avec sa rumba splendide et ses danses magnifiques, celles de nos traditions ancestrales comme celles de l'inventivité de la jeunesse congolaise ici et maintenant.

Nous avons oublié que nous avons l'une des diasporas les plus dynamiques et les plus porteuses d'espérance dans le monde d'aujourd'hui.

Au fond, nous avons oublié que nous sommes le grand Congo et que le grand Congo ne peut pas être un pays de la défaite et de la déréliction, qui se courbe sous les dominations politiques, les exploitations économiques et les aliénations culturelles de toutes sortes ; mais plutôt le pays de la foi en son authenticité, de la confiance en son avenir et de l'enracinement dans son génie créateur, qui est gigantesque.

Si nous sommes ce que nous sommes, il faut que le temps des élections soit toujours pour nous et en nous le moment d'une réactivation rituelle de notre être afin que notre être s'affirme par sa vision positive de lui-même et non par l'enfermement dans la caverne de nos défauts et de nos pathologies.

Avec cette conscience du Congo de la puissance, de la grandeur et d'une vitalité infinie, nous ne pouvons pas croire que nous sommes incapables de trouver parmi nous des hommes-force pour construire l'avenir de notre pays.

Le 23 décembre 2018, il faut trouver ces hommes et les investir de notre génie créateur. Il faut les découvrir dans leur être-force ou les inventer dans notre foi en l'avenir. Il faut les entourer de notre énergie de Congolais pour qu'ils assument avec nous la tâche urgente de changer le Congo. Même s'ils ne sont pas encore à la hauteur de cette vocation historique, c'est à nous, peuple congolais, de les hisser à cette hauteur par notre foi en eux et par notre volonté de faire d'eux de nouveaux Congolais que nous devons devenir tous et toutes.

La tâche est démiurgique, mais c'est la seule tâche à la dimension de notre pays et de ses capacités réelles.

Processus électoral sans observation des instances internationales : Un îlot aux trésors sans sentinelle ?

Phidias Ahadi Senge Milemba

Introduction

Les élections sont, dans les pays à la culture de passage civilisé de pouvoir, un îlot aux trésors de souveraineté, de prestige international, de paix, de l'unité des peuples, du bien-être des citoyens et du développement. C'est en fait un coffre au trésor multiple, utile au bonheur d'un peuple, un bonheur à partager entre les peuples. Parce que tout trésor se doit d'être protégé, les élections doivent exiger une surveillance plus accrue, et placées sous la vigilance des observateurs internes et externes qui en ont pour charge de faire le guet. Déployer les guets électoraux, c'est assurer la crédibilité et la transparence d'un processus électoral, ainsi que l'acceptabilité de ses résultats par les parties.

Cependant, l'horizon de l'exercice démocratique en vue en République Démocratique du Congo semble semer un doute au sujet de son aboutissement sans heurt ni violence. Pour cause, une chaîne de faits, à première vue, sans communion d'idées et de vues, ou tout au moins sans consensus, concession ni compromis entre les acteurs politiques de tendances opposées, semblent s'ériger en obstacle au succès du processus électoral congolais. Ces notions supposant, respectivement, l'adhésion commune à une solution satisfaisant toutes les parties à la fois, le renoncement à une partie de ses prétentions par l'une des parties et, enfin, la concession réciproque des parties, font jusqu'alors litière d'actualité.

Au nombre de ces faits,

- L'« inclusivité masquée » au regard d'un acharnement politique et judiciaire sur certains leaders de l'opposition, et l'invalidation par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de certaines de ses candidatures à l'élection présidentielle prévue le 23 décembre 2018.
- La contestation farouche par les milieux sociaux et politiques de la machine à voter, supposée acquise à la cause des candidatures du Front commun pour le Congo (FCC), et dont les perceptions populaires, manipulées ou non, la réduisent à une « machine à voler » selon les unes, et à une « machine à tricher » selon les autres.

- La faible présence d'observateurs nationaux dans les centres d'inscription, pendant les opérations d'enrôlement.
- Le financement du processus électoral sur fonds propre du gouvernement de la République Démocratique du Congo. Par cette option de « souveraineté », le gouvernement congolais se réserve le droit de refuser la présence des observateurs électoraux internationaux.

Ces faits et bien d'autres exposent le processus électoral congolais au feu de vives critiques et interrogations. Sachant par ailleurs qu'aucun processus électoral n'est jamais au plus haut, dans l'échelle des valeurs, ou tout simplement parfait, le présent papier se propose d'exploiter trois axes problématiques du processus électoral congolais. Le premier axe problématise l'exemption de l'œil des instances internationales au processus électoral, le deuxième interroge l'affranchissement de l'observabilité externe comme expression de la souveraineté, tandis que le dernier axe est focalisé sur un éventuel gâchage de la crédibilité des résultats électoraux au regard de l'exemption de l'observabilité des instances internationales.

Processus électoral affranchi de l'œil des instances internationales

Le débat au profit de la démocratie en tant qu'une exigence du droit international a été lancé, dans bon nombre de pays d'Afrique au début des années 90, sans atteindre les résultats souhaités. On y a, cependant, noté quelques maigres avancées comme d'aucuns pouvaient s'y attendre. Pour cause, d'une part, la démocratie en tant que « "droit de l'homme individuel" est restée essentiellement rhétorique. D'autre part, la démocratie en tant que "critère pertinent" a acquis une place beaucoup plus dans les relations politiques ».

Selon le contexte, les observateurs tant nationaux qu'internationaux sont de véritables vigies de l'intégrité électorale avant, pendant et après le cycle électoral. Ils peuvent, selon les cas, dénoncer les irrégularités pour décourager la fraude et fournir une mesure plus au moins exacte de la qualité de l'élection. Par ce rôle, ils garantissent la fiabilité du processus et des résultats ; et dans la mesure du possible, posent des actions pédagogiques en vue d'améliorer le processus électoral à venir. Ainsi, Guys S. Goodwin-Gill observe avec raison que, l'expérience (...) des observateurs internationaux et nationaux a permis d'analyser en profondeur les éléments qui, en s'associant, aboutissent à une élection libre et régulière, ainsi que la "pondération" desdits éléments afin de déterminer si certains événements ou lacunes, de par leur nature même, portent un coup fatal à la liberté et à la régularité des élections.

Parce que l'élection est une institution fondamentale des régimes modernes, elle doit, non seulement être pratiquée avec un degré de rigueur et de

transparence avéré, mais aussi avec un degré de sincérité et de crédibilité approuvé. C'est là que le rôle des observateurs est grandement attendu. Quoi qu'il en soit, un climat politique de confiance favorable à l'acceptation des élections et des résultats n'est possible que si le processus est placé sous la vigilance des « sentinelles » de l'intégrité, de la crédibilité, de la sincérité et de la régularité. Mis à l'écart les vigies de ces valeurs, c'est hypothéquer l'aboutissement sans heurt ni violence de tout le processus électoral.

Bien plus, des différentes contestations par les milieux sociaux et politiques de la machine à voter, supposée acquise à la cause des candidatures du camp présidentiel, laissent planer un doute quant à la tenue des élections à la date du 23 décembre 2018, même si le gouvernement rassure quant à ce. L'expérience de son report à deux reprises rend perplexe plus d'une personne, dont les perceptions populaires, fondées ou non, manipulées ou non, réduisent la machine à voter à « une machine à voler » ou « une machine à tricher ». En effet, le mandat présidentiel est arrivé à son terme le 19 décembre 2016 ; le mandat des députés nationaux le 16 février 2017, des sénateurs le 14 mai 2012 et des députés provinciaux en 2012. Seules les élections gouvernementales organisées le 26 mars 2016, non reconnues par une partie de l'opposition, ont permis d'installer partiellement des gouverneurs, à l'exception des provinces de Maniema, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de Kinshasa. Les élections locales, prévues en 2006, ont subi de reports successifs en 2011, 2014 puis 2015.

Il en est de même de l'élection présidentielle prévue à la fin de l'année 2016. L'accord politique du 31 décembre 2016, obtenu sous l'égide de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), a prévu, notamment l'organisation et la tenue concomitantes des scrutins présidentiel, législatifs nationaux et provinciaux avant la fin de l'année 2017, et des scrutins locaux, municipaux et urbains en 2018. Bien loin de 2018, le premier tour du présidentiel prévu le 30 juin 2006 eut lieu le 30 juillet 2006 en même temps que l'élection législative. Cette expérience malheureuse donne à Isidore Ndaywel è Nziem l'impression que, dans le pays de Lumumba, rien de ce qui est programmé ne se réalise dans les faits et, à l'inverse, ce qui se réalise est presque toujours de l'ordre de l'imprévisible.

En tout état de cause, il n'est pas possible d'organiser des élections qui soient acceptables et acceptées pendant que la confiance publique en elles n'est guère rétablie. Cette confiance exige l'engagement, non seulement du gouvernement, mais aussi de l'administration électorale, des acteurs politiques des tendances opposées, des observateurs nationaux et des instances internationales, ainsi que de la société civile dans toute son ampleur. Sinon, le risque est grand que les élections soient brumeuses et contestables par les

candidats, par les observateurs et par une grande portion de la population nationale. Pour de bonnes élections, la confiance publique, en elles, est à la fois une nécessité et une condition fondamentale.

Bien loin de cette ambition, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) fait observer une présence faible d'observateurs nationaux dans les centres d'inscription lors des opérations d'enrôlement. La Commission Electorale Indépendante (CENI) a accrédité, à la date du 14 mai 2017, 43 organisations nationales, qui ont déployé 588 observateurs dans le cadre des opérations d'enrôlement. Parmi elles, l'OIF note l'implication d'organisations et de plateformes dont :

- La Commission épiscopale justice et paix (CEJP) de la CENCO,
- Le Projet de renforcement de l'observation citoyenne des élections au Congo (PROCEC) et de la synergie des missions d'observation citoyenne des élections (SYMOCEL),
- La plate-forme Agir pour des élections transparentes et apaisées (AETA).

Certaines organisations ont pointé l'introduction de nouvelles pièces à produire pour l'accréditation des observateurs et, en particulier, d'un extrait d'un casier judiciaire, représentant un frein non négligeable pour leur inscription. Quant aux représentants des partis politiques, l'OIF note que la CENI a enregistré seulement 457 accréditations de témoins de partis politiques, soit un représentant pour environ 114 CI. L'OIF note également un manque d'implication généralisé de la classe politique pour suivre les opérations d'enrôlement et regrette que les partis ne puissent apprécier et superviser la conduite même de ces opérations.

En outre, les observateurs des instances internationales en font litière d'actualité. Ils ne sont intervenus nulle part dans le cadre des opérations d'enrôlement, et rien ne rassure qu'ils feront présence aux étapes du processus électoral en vue. Le dessein pour les observateurs internationaux reste d'évaluer si le processus électoral est en phase avec les normes internationales en la matière, dans la perspective de mieux le comprendre et en proposer des recommandations pour l'améliorer ainsi que promouvoir la confiance du public vis-à-vis de la démocratie, du régime électoral et des résultats de la consultation. Certes, l'objectif est de rendre le processus crédible et inclusif tout en démontrant l'appui des instances internationales pour des élections vraies, protectrices des trésors de démocratie, de souveraineté, de prestige international, de paix, de l'unité des peuples, du bien-être des citoyens et du développement.

A tout bien comprendre, si aujourd'hui, en football, pour de raison d'équité et de justice aux actions, les nonante minutes de jeu sont rigoureusement

soumises, non seulement à un arbitrage classique, mais bien plus à un arbitrage technologique qui porte le nom technique de *Video Assistant Referee* (VAR) ou *assistant vidéo d'arbitrage* ; à plus forte raison, quand il s'agit de décider sur l'avenir d'un pays au travers du jeu démocratique. En effet, l'exigence de l'observabilité extérieure devient encore plus forte lorsqu'il s'agit des élections politiques, celles qui engagent la destinée de toute une nation, et qui touchent aux trésors de démocratie, de souveraineté, de prestige international, de paix, de l'unité des peuples, du bien-être des citoyens et du développement. Dans cet esprit, les élections en engageraient plus d'observateurs nationaux et internationaux tant la destinée de toute la nation en dépend, dans l'objectif d'améliorer l'équité et la justice dans le jeu démocratique, de diminuer les erreurs techniques et de garantir la confiance du public vis-à-vis de la démocratie, du régime électoral et des résultats de la consultation.

L'observabilité électorale internationale profiterait du processus électoral congolais pour faire ses pas grandeur nature, au regard de la crise de confiance publique entretenue par les forces politiques et sociales, quant à son aboutissement régulier et pacifique. L'accréditation et déploiement des observateurs électoraux des instances internationales permettraient de rendre crédible et transparent le processus électoral. Cette accréditation et déploiement des observateurs électoraux des instances internationales auraient également un effet psychologique bénéfique sur le comportement des animateurs de l'administration électorale. Sachant que le processus électoral sous leur charge organisationnelle fera l'objet d'un regard international rigoureux, à la fois préventif, proactif, rétroactif et continu, il connaîtrait moins d'irrégularités en vue de préserver les trésors de démocratie, de souveraineté, de prestige international, de paix, de l'unité des peuples, du bien-être des citoyens et du développement.

Election du 23 décembre : vers une expression de souveraineté ?

La réduction du champ de l'observabilité électorale aux observateurs nationaux, eux aussi en « présence faible dans les centres d'inscription, pendant les opérations d'enrôlement », pose de nouveaux défis au processus démocratique congolais. Mais le gouvernement se proclame serein, quant au financement du processus électoral sur fonds propre et la tenue des élections à la date du 23 décembre 2018.

Ainsi, avons-nous assisté, ces derniers temps, à une rhétorique officielle tendant à distancier le processus électoral congolais du regard critique des observateurs électoraux externes ainsi que de l'appui financier ou technique externe. Le constat fait, présagerait, à cet effet, un fossé croissant entre la communauté internationale et le gouvernement congolais. Ce fossé est

attribué, d'une part, par le gouvernement à *la défense et à la sauvegarde de sa souveraineté* qui se serait affranchie du joug de la main externe, comme le soutient le Chef de l'Etat lors de son adresse à la nation congolaise devant les deux chambres du Parlement réunies en congrès le 19 juillet 2018 :

Le cap des troisièmes consultations électorales, fixées en décembre prochain, reste donc maintenu. Notre engagement à respecter la Constitution demeure lui aussi non équivoque.

Il s'agit pour nous, d'abord, d'honorer le sens de notre lutte ; c'est pourquoi nous nous sommes tant sacrifiés avec tant d'autres compagnons tombés sur le champ d'honneur, à savoir : redonner la parole longtemps confisquée à notre peuple et libérer ses énergies en vue de rebâtir un pays souverain et indépendant.

C'est pour les mêmes raisons que nous avons tenu également à affranchir notre processus électoral des contingences du financement extérieur et, par conséquent, des chantages de tous genres, afin de créer les meilleures conditions pour notre peuple de conférer sa pleine légitimité, à ceux et celles qui sortiront vainqueurs de ces consultations.

Je réaffirme donc que désormais les élections en République Démocratique du Congo seront, réellement une affaire de souveraineté et qu'elles seront en conséquence, entièrement financées par l'Etat congolais.

Loin de relever de la suffisance, encore moins de l'arrogance, il s'agit plutôt d'une option politique responsable qui donne un sens à notre indépendance et à notre dignité nationale.

Bien d'autres discours souverainistes des officiels congolais en prennent fait et cause, et abondent déjà la littérature récente. Pour besoin d'étayer ce propos, le 24 mars 2018, à l'issue d'une réunion interinstitutionnelle au Palais de la Nation à Kinshasa, le Ministre de la communication et des médias et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga avait déclaré à la presse, un jour après, que : *la RDC dispose des moyens pour financer seule les élections du 23 décembre 2018, puisque nous enregistrons une embellie dans les finances de l'État.* Dans cette même corbeille d'intentionnalités souverainistes, le vice-Premier ministre en charge de l'intérieure et sécurité, Henri Mova Sakanyi avait renchéri en soutenant que : *les participants à la réunion interinstitutionnelle ont décidé de manière souveraine que la RDC va financer sur fonds propres les élections du 23 décembre 2018.*

Comme on peut le constater, le soutien symbolique à la souveraineté du pays refait surface en République démocratique du Congo. Cependant, il ne s'agit pas d'une option à craindre quand un Etat est disposé à financer en propre son processus électoral. Ce qui est à plaindre c'est l'intention de barrer la

route à l'accréditation et déploiement des observateurs des instances internationales. Quoi qu'il en soit, « l'observation électorale doit reconnaître et respecter la souveraineté du pays hôte, demeurer neutre et non partisane, exhaustive, transparente, précise et professionnelle ». Parce que « les élections sont la libre expression de la souveraineté populaire, pierre angulaire de l'autorité et de la légitimité du gouvernement. Les observateurs électoraux doivent respecter la souveraineté du pays hôte, ainsi que les droits de l'homme et les libertés fondamentales de son peuple. Les observateurs doivent respecter la législation du pays hôte et l'autorité des organes chargés de gérer le processus électoral. Ils doivent respecter toute instruction juridique émanant des autorités gouvernementales et électorales du pays, ainsi que des organes chargés d'y assurer la sécurité. Ils doivent aussi faire montre de respect à l'égard des fonctionnaires électoraux et autres autorités nationales ».

Bien plus, « l'observation électorale internationale n'est ni un droit, ni une norme internationale reconnue », mais néanmoins, doit travailler par invitation ou par convention avec un État souverain afin d'aller procéder de manière officielle à « la collecte systématique, exacte et exhaustive d'informations relatives à la législation, aux institutions et aux mécanismes régissant la tenue d'élections et aux autres facteurs relatifs au processus électoral général; l'analyse professionnelle et impartiale de ces informations et l'élaboration de conclusions concernant la nature du mécanisme électoral répondant aux plus hautes exigences d'exactitude de l'information et d'impartialité de l'analyse ». Mais, hélas, en RDC, le financement des élections sur fonds propre amène le gouvernement à faire litière de l'observabilité des instances internationales

Pourtant, plusieurs expériences électorales en Afrique et dans le monde ont connu l'accréditation et déploiement des observateurs des instances internationales sans compromettre la souveraineté respective des Etats. Nul ne peut se tromper, dans le contexte actuelle de la mondialisation, que les élections justes seraient chose aisée sans l'observabilité externe, ni que ses résultats produiraient un gouvernement démocratique avec bénéfice du crédit international. Loin de-là, ce qui importe c'est une tradition démocratique sur le long terme. De l'avis de Guys S. Goodwin-Gill, « déterminer si une élection a été honnête, libre et équitable ne se limite pas à constater si les électeurs ont voté ou non ; il faut porter un jugement sur un processus dynamique et en évolution, qui lui-même doit souvent être considéré comme une étape cruciale, même si elle est imparfaite ». Ce qui donne l'impression qu'il serait tentant de juger les élections en fonction de seuls résultats, encore faudrait-il les juger d'après la procédure et d'après le droit. Bref, il faut juger tout le processus, ce qui revient à porter un jugement sur la période pré-électorale,

électorale et post-électorale.

L'autre face de la médaille : gâchis de la crédibilité des résultats ?

L'une des mesures de la crédibilité d'un processus électoral est l'accréditation et déploiement des observateurs tant nationaux qu'internationaux, en nombre suffisant. Plus particulièrement, les observateurs électoraux des instances internationales, qui, dans un processus électoral, sont les yeux et les oreilles de la communauté internationale, surveillent la bonne marche du processus. Par ce fait, la crédibilité passe pour l'une des qualités nécessaires d'un processus électoral. Sans elle, le processus électoral est susceptible de sombrer dans l'in vraisemblance aux yeux du corps social et des instances internationales.

En République Démocratique du Congo, l'hypothèse d'incertitude électorale gagne peu à peu le corps social et les instances internationales, en raison de manque de consensus autour de la question de la machine à voter, de l'accréditation et déploiement des observateurs internationaux, du financement du processus électoral, etc. Aujourd'hui, cette incertitude gagne en force ce qu'elle perdait hier en vraisemblance au regard du soutien symbolique des officiels congolais, quant aux avantages de l'usage de la machine à voter et à l'autofinancement du processus électoral. Sans nul doute, soutenir avec vraisemblance une quelconque position sans soutien du corps social et le bénéfice de l'appui des instances internationales est absurde.

Par ailleurs, l'intérêt de la crédibilité du processus électoral oblige à ne pas faire litière de l'observabilité des instances internationales. A cet effet, International Crisis Group, dans son rapport 259/Africa du 4 avril 2018, rapporte que « la CENI devrait (...) parvenir rapidement à un accord sur le rôle de l'équipe mixte d'experts internationaux avec les organismes qui y participent – l'ONU, l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Les experts devraient être intégrés à la CENI et évaluer en continu les progrès réalisés afin de construire une vision commune au sein de ces organismes. Ils devraient également surveiller attentivement l'audit du registre des électeurs et les tests des nouvelles machines à voter ». Ce martellement voudrait exprimer le caractère ouvert et inclusif d'un processus électoral qui l'épargnerait de risques de nature à le boycotter ou même en à rejeter les résultats.

Bien plus, l'observation faite par Robert Pastor démontre qu'en pratique, des problèmes techniques se transforment souvent en problèmes politiques, alors qu'une perte d'impartialité perçue ou réelle, de la part de l'administration électorale peut facilement aboutir à un boycott du processus ou au rejet

des résultats d'une élection, considérés comme non « légitimes » et n'exprimant pas authentiquement la volonté du peuple. Il appartient donc à l'observateur électoral de déterminer si le résultat traduit l'expression authentique de la volonté populaire, si le processus est perçu comme « légitime et contraignant » par les électeurs et les acteurs politiques.

En tout état de cause, le manque d'observabilité des instances internationales sur des aspects cruciaux du processus électoral est susceptible d'entraîner une série de risques de gâchage des élections.

- Le risque de la perte du bénéfice de la reconnaissance internationale des résultats et du gouvernement issu des élections. Cette reconnaissance est souvent enclenchée par le niveau de transparence et d'ouverture du processus électoral.
- Le risque de voir les irrégularités électorales et/ou fraudes électorales se multiplier au point que celles liées à la technicité passent pour irrégularités politiques.
- Le manque d'observabilité sur des aspects cruciaux du processus électoral peut aussi entraîner de risque de contestation des résultats par les perdants. Plus surprenant encore, même quand les élections ont été plus ou moins régulières, le prétexte des perdants est de rejeter les résultats, de crier à la fraude et de mobiliser l'opinion publique au boycott des résultats.
- Sans prétendre à l'exhaustivité de risque de gâchage, la tenue des élections dans un contexte de crise de confiance publique vis-à-vis de la démocratie, du régime électoral et des résultats de la consultation, est susceptible d'entraîner le sabotage des élections et un climat de violence entre concurrents, candidats, partis et partisans.

A tout bien comprendre, rien ne dégoûterait la communauté nationale et internationale autant que le sabotage ou le gâchage des élections, ainsi que le rejet de ses résultats. Ce sabotage, gâchage ou rejet des résultats porteraient un coup fatal à l'avenir du pays, dont l'espoir de son peuple reste pourtant rivé sur les élections, un îlot aux trésors de démocratie, de souveraineté, de prestige international, de paix, de l'unité des peuples, de bien-être des citoyens et du développement.

Conclusion

Cette réflexion, remettant le processus électoral congolais au feu de critique, a permis, non seulement d'identifier un des problèmes qui le minent, mais aussi de relever une perspective d'ambitions. Alors, plutôt que d'assister à l'hécatombe électorale et incriminer les uns au détriment des autres, nous

avons estimé utile de sortir de la complicité du silence et répondre au tragique de la situation en ouvrant ainsi une voie à explorer pour découvrir l'horizon du possible qui s'offrira au processus électoral congolais.

Il faut le reconnaître, organiser les élections sans les « sentinelles » des instances nationales et internationales suffisantes, est indicateur de taille d'un processus électoral à risque. Il est important de souligner que les prises de position des acteurs institutionnels ni les déclarations rassurantes de l'administration électorale ne suffisent pas pour autant qu'un processus électoral soit transparent et épargné des risques de sabotage, de boycott, de rejet des résultats et de violence, ni que les résultats des urnes seront crédibles. C'est plutôt par l'observance des pratiques démocratiques et règles tant nationales qu'internationales doublées de la volonté politique d'organiser les élections effectivement démocratiques.

Pour plusieurs nations en émergence, les élections sont devenues un îlot aux trésors de démocratie, de souveraineté, de prestige international, de paix, de l'unité des peuples, de bien-être des citoyens et du développement, si et seulement si elles sont organisées dans le respect de normes nationales et internationales démocratiques.

Pour atteindre cette ambition, il importe d'ouvrir le processus électoral, entre autres, à l'observabilité internationale suffisante, en vue de renforcer la confiance du public vis-à-vis de la démocratie, du régime électoral et des résultats de la consultation; encourager l'élaboration et la mise en place de règlements et pratiques électoraux équitables; réduire le nombre de cas d'intimidation et de violence; décourager la fraude électorale; faciliter la détection et le compte-rendu des cas de fraude électorale; faciliter l'acceptation des résultats par l'ensemble des partis, quand on peut conclure à l'absence de fraude; fournir à la population locale et à la communauté internationale un outil en vue d'évaluer le déroulement du scrutin de manière objective, etc.

Les espoirs de notre peuple congolais en contexte électoral

Innocent Mpoze

« C'est le point de départ qui est le principal, et partant le plus difficile. Il est ensuite plus facile d'ajouter et de développer, voire d'améliorer, quand on a compris l'originalité en même temps que la fragilité du commencement. »

Fabien Eboussi Boulaga

Après les élections de 2006 et celles de 2011, le peuple congolais est encore convié aux élections à la fin de cette année 2018. Pour bien s'y préparer, des campagnes de conscientisation et de mobilisation sont lancées et l'on souhaite avec ardeur que ce suffrage se déroule en toute sérénité.

Cependant, malgré les efforts fournis par la centrale électorale (CENI) et des organisations de la société civile pour des élections paisibles, d'énormes doutes persistent quant à l'organisation réelle de ce suffrage. De nombreuses questions restent en suspens : les élections programmées le sont-elles dans un esprit qui permet réellement qu'elles soient organisées ? Comment peut-on se convaincre de la crédibilité d'une élection sans observateur externe dans un pays comme la République démocratique du Congo où toutes les manipulations et toutes les tricheries sont possibles à vue d'œil ? Quel sera le Congo d'après les élections de décembre : une nation chaotique ou une terre de nouvelles espérances pour la paix ?

Ces questions qui sourdent du fond de la société congolaise montrent que le Congo a encore du chemin à faire en matière de démocratie et de politique électorale.

Dans cette atmosphère, je crois qu'il est important d'être sensible aux aspirations et aux espoirs du peuple congolais afin de donner sens aux élections dans un pays qui se cherche encore un avenir démocratique.

Aspirations politiques et espoirs du peuple

S'il est convenu que tout « pouvoir politique d'une nation, quel qu'il soit, est nécessairement appelé à assumer une très grande large part de responsabilité dans les efforts pour générer la joie d'exister de chacun des citoyens au sein de la famille étatique », les préoccupations essentielles à mettre en lumière sont celles-ci :

- Quelle est la place qu'occupent les espoirs du peuple congolais dans les débats politiques actuels ?
- La convoitise qui anime les acteurs politiques a-t-elle un lien étroit avec les attentes du peuple et ses aspirations d'avenir ?
- A quel pourcentage les besoins de la population congolaise intéressent-ils les engagements politiques des leaders ?
- Quels sont les impératifs clairs qui peuvent motiver le choix du peuple congolais aujourd'hui ?

Pour répondre à ces questions, il faut d'abord savoir que dans nos sociétés modernes qui fonctionnent selon la loi du plus fort dans tous les domaines, il est difficile aux espoirs du peuple ordinaire de trouver écho dans les espaces politiques de prise des décisions. Porteurs d'un langage dominant et écrasant, les agents de l'ordre social régnant ne peuvent que réserver aux populations ordinaires un destin de pure exclusion sociale. Etant devenue le centre de l'action humaine et de l'organisation sociale, leur logique ne laisse pas les élections indifférentes. Elle conduit forcément à des « élections faites pour des fins narcissiques », selon le mot de Phidias Ahadi Senge. Et même lorsque les citoyens ordinaires se déploient dans des tâches dures pour affronter leur situation misérable de tous les jours, ils n'ont pas de soutiens de la part de ceux qui leur ont promis le ciel de bonheur en période de campagne électorale. Dérangés le plus souvent par les agents de l'ordre dans leurs petites activités quotidiennes, leurs cris rencontrent le plus souvent un silence de mort de la part des élus.

Pourtant, lorsqu'il s'agit des débats sur les questions qui touchent les intérêts de leurs familles ou regroupements politiques, on assiste à des vociférations des parlementaires qui deviennent des lions indomptables décidément déterminés à sauvegarder leurs intérêts. On nous parle des élections pour habiliter le peuple et lui donner le pouvoir de se choisir de son propre gré ses dirigeants, mais celles-ci ne dépassent pas les intérêts des politiques et l'idée qu'ils ont de l'avenir. Malgré les apparences trompeuses de nos démocraties de l'à peu près, il ne faut pas avoir la lampe de Diogène pour savoir à qui les élections profitent et pourquoi elles sont faites. Sûrement pas pour le peuple et encore moins pour son intérêt.

Lorsqu'on parle des élections, très souvent, on assiste à un jeu d'exploitation de la misère du peuple par les puissants. Commentant un texte de Pascal Kapagama sur la « Pauvreté et les comportements électoraux en République démocratique du Congo », Noël Rachidi Obotela affirme que « la logique de survie a constitué l'élément moteur du marchandage entre candidats et électeurs en 2006. » En effet, pour reprendre Pascal Kapagama, *la logique de*

survie est dictée par un contexte d'incertitudes de l'avenir et parfois de découragement, en rejetant toujours la cause de sa misère sur le dos de l'autre, c'est-à-dire l'Autre (...). Le pauvre perçoit en l'Autre celui qui doit transformer sa condition parce qu'ayant les moyens nécessaires et occupant la position favorable pour y parvenir. Dans la situation qui est la nôtre, ce qu'on oublie souvent est que le pouvoir n'est pas que pouvoir d'être à la tête. C'est aussi le pouvoir de servir, « servir et non se servir », comme on aimait à le dire aux temps de Mobutu. C'est ce pouvoir de servir qui doit faire vivre une vraie culture démocratique dans la mesure où celle-ci habite le peuple et l'habilite à agir pour la démocratie. Qu'on ne soit pas dupe : *une démocratie n'habilitant pas le peuple à agir pour changer son destin dans le sens des droits, des devoirs et des pouvoirs citoyens, n'en est pas une.*

Combien sont des pays qui ont consulté leurs peuples quand ils voulaient tenter de prendre de nouvelles orientations d'avenir ? Quel est ce peuple qui a servi de repère pour des choix décisifs aux politiques sans que les intérêts économiques des politiques et des multinationales ne soient pas pris en compte en première position ? Même les conférences nationales (pour le cas de l'Afrique) qui ont donné l'air de vouloir rassembler les avis du peuple avant de prendre des décisions d'avenir n'ont connu qu'à un pourcentage très réduit et presque en dessous de zéro la représentation du peuple. On en dirait autant sur le dialogue national inclusif qui a débouché sur le gouvernement de cohésion nationale dans notre pays. L'idée de ce dialogue n'était pas du tout mauvaise, mais en quoi a-t-il été inclusif pour le peuple congolais sinon pour assouvir les avidités de certains acteurs politiques ? Nous savons comment l'opposition s'est déchirée pour la primature du gouvernement de cohésion nationale. Quel en a été le profit du peuple congolais ? Aujourd'hui ce sont les élections qui divisent les acteurs politiques. Certes, la tentative serait de croire que le peuple se fait représenter par ses délégués, ses élus. La question aussi ici est de savoir comment et quand ces élus entrent en contact avec ceux qu'ils représentent. On ne fait que créer un besoin électoral et l'approprier au peuple comme si cela était l'expression même de son rêve le plus profond. Cependant, ce que cache ce besoin créé est que « parvenir au pouvoir » reste le seul horizon de nos candidats aux élections.

Si l'on veut bien donner sens au terme « parvenir », il convient de remonter dans l'histoire et le situer dans les années 60. Parvenir comme cela fut le cas de premières classes politiques africaines dont les rêves étaient de prendre les places occupées par les blancs, de rouler dans leurs voitures, d'occuper leurs maisons signifiait qu'il n'y avait pas grand-chose dans ces ambitieux de nos politiques premiers.

Tout cela continue encore au cœur des jeux et querelles politiques congolaises entre « opposition » et « majorité » aujourd'hui. Ceux qui sont

parvenus veulent continuer de bénéficier des avantages. Et ceux qui cherchent à parvenir partent des défaillances de leurs adversaires pour gagner la confiance du peuple naïf afin de jouir à leur tour des délices du pouvoir. Dans tous les cas, le peuple n'a pas de place ou n'occupe pas la place centrale de ces guerres entre les acteurs politiques. Ce qu'ils ne disent pas tout haut, ce que leurs engagements n'ont aucune visée de mettre le peuple sur la voie d'un idéal commun pour l'intérêt de la nation tout entière. Les couleurs tribales qui arborent leurs partis suffisent pour nous en convaincre. L'épine dorsale de nos problèmes au Congo reste le caractère ethno-tribal de nos actions qui laisse apparaître une culture népotiste et un clientélisme sans pareil.

Construire une politique d'ensemble

Ce que cachent les guerres politiques, c'est justement la continuité de divisions absurdes qui, en plus de nous diviser, nous fragilisent et nous rendent incapables de nous mettre ensemble pour la projection du futur. Elles nous rendent aussi incapables de penser de façon singulière le projet d'avenir à soumettre au crible de la critique nationale dans une vue d'ensemble pour cette projection d'ensemble. Ne convient-il d'abord et avant tout de sortir de l'enfermement idéologique qui conditionne le positionnement derrière tel ou tel camp politique ? Si l'engagement de Lumumba peut aujourd'hui servir de repère pour l'engagement de générations montantes, c'est aussi parce qu'il a nourri sa lutte d'une forte idéologie de l'unité nationale pour un nouveau Congo en rupture avec les identités tribales et leurs pesanteurs divisionnistes. C'est avec une telle idée qu'on construit une politique d'ensemble. C'est ainsi qu'on se dote d'une politique forte de divorce d'avec le Congo dicté de l'extérieur ou qui vient du ciel du pouvoir (en collaboration avec ses parrains) sans que le peuple n'y soit associé. Quand on a une telle idée du pays et de son avenir, on abandonne les guerres partisans pour se consacrer sur la bataille de l'imagination et de construction d'une nouvelle destinée pour la nation toute entière. Ce n'est pas avec des querelles inutiles qu'on assure à un pays « le droit à une vie honorable, à une dignité sans tache et à une indépendance sans restriction », comme le rêvait Lumumba. Lumumba l'affirme encore fort clairement dans son discours du 30 juin : « ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la prospérité et à la grandeur. » Ce n'est qu'à ce prix que le Congo jouera un rôle capital pour le réveil de l'Afrique : devenir le centre du rayonnement de l'Afrique toute entière. Le Congo a un grand rôle à jouer pour la destinée de l'Afrique et cela demande au Congo des hommes qui soient à la hauteur de ce destin. Le grand blocage du rayonnement de l'Afrique aujourd'hui, c'est le croupissement de la République démocratique du Congo.

Cela veut dire que les politiques sont appelés à s'engager dans une lutte qui va au-delà de leurs petits intérêts pour qu'ils conçoivent des programmes intégrateurs et engageants pour le peuple congolais et libérateurs pour l'Afrique toute l'Afrique.

Au niveau national d'abord, il s'agit pour les politiques de quitter le monde d'injonctions de leurs différentes familles politiques et s'intéresser aux attentes, aux aspirations du peuple et à ses problèmes de tous les jours. Que veut le peuple ? Qu'attend-t-il aujourd'hui ? En quoi les leaders sont-ils redevables au peuple ? Que doivent-ils faire pour lui exprimer leur redevabilité ? Ce qui est urgent, c'est d'établir un lien étroit entre « le discours électoral, la vie du peuple et l'action des politiques ». Cette action dont il est question sous-entend le travail de l'exécutif et celui du législateur. Il faut que tout se fasse pour le bien du peuple en général, sans que cette formule se réduise à des incantations politiciennes. C'est en gagnant d'abord cette bataille interne d'intégration nationale que le Congo pourra devenir le centre du rayonnement de l'Afrique.

Eu égard à sa situation quotidienne, la société congolaise développe un type de sensibilité qui devrait montrer aux politiques quelle orientation ils doivent prendre. Cette sensibilité qui « vient de la prise de conscience des possibilités réelles d'utiliser plus rationnellement et plus équitablement les ressources disponibles, de limiter les conflits destructeurs et d'élargir le domaine de la liberté », devrait éclairer les aspirants politiques et ceux qui ont déjà beaucoup d'années de carrière. Cet engagement du peuple exprimant un discours de détresse face à la misère qu'il affronte, ressort son ingéniosité dans la gestion de la crise. Cela démontre en quoi la vie se gagne au prix du sacrifice et non par des chemins raccourcis. D'où la nécessité du « leadership d'une politique de donation », qui veut que la politique soit un champ à travers lequel les politiques font don de leur vie pour servir leur nation et défendre son intérêt.

Les chemins raccourcis qui ont érigé édifice dans notre pays ne doivent plus continuer à conditionner notre choix du futur. Si cela peut justifier l'alignement de beaucoup sur la liste électorale comme candidats aux élections prochaines, cela montre qu'il y a encore une lutte à gagner et qui dépasse les élections. C'est aussi contre cette tare qu'une nouvelle conscience politique est nécessaire au Congo. Etant donné que « c'est le point de départ qui est le principal, et partant le plus difficile », il y a urgence pour une nouvelle conscience politique au Congo. Cela présuppose qu'il faut redéfinir même les élections et en donner un nouveau sens : savoir pourquoi voter et pourquoi se présenter comme candidat aux élections dans le contexte qui est le nôtre.

Conclusion

On l'aurait bien compris, il n'est pas question de savoir s'il faut voter ou pas. En revanche, il s'agit de savoir ce que veut dire élection, pourquoi il faut voter et pour quel intérêt se présenter comme candidat aux élections. Ce qu'il faut pour le Congo aujourd'hui, c'est de ressusciter les désirs du vivre-ensemble qui se taisent dans les tombes tribales que l'on masque derrière l'expression de « communautés d'origine ». Le Congo est le nôtre et il n'y a aucune « communauté d'origine » qui a à elle seule le monopole du profit de ses richesses. Si par les élections, le peuple congolais arrive à sanctionner les semeurs de divisions, qui ont des intérêts autres que les siens, alors les élections seront une chance pour l'avenir. Dans le cas contraire, la bataille restera toujours à gagner et elle ne sera pas par la voie de fausses élections.

En réalité, les élections n'auront un sens dans notre pays que le jour où elles constitueront la matrice dans laquelle sortiront des hommes congolais organisés et décidément engagés à lutter ensemble pour un Congo fort, capable de marcher sur ses propres jambes et de penser son propre destin qu'il accomplira le plus concrètement possible. On ne peut pas avoir un pays comme le nôtre et ne pas se convaincre qu'il a besoin de nouveaux citoyens qui ont pour mission cardinale de changer le destin des souffrances en destin de joie. Je dirais même en destin d'une *vie en abondance*, selon le mot juste issu des saintes écritures.

Baromètre du faiseur de paix en période électorale au Congo-Kinshasa

Bernardin Ulimwengu Biregeya

Introduction

Le processus électoral est, bon gré mal gré, l'heure de tous les enjeux et tous les jeux. Ces enjeux et jeux, il convient de les canaliser pour promouvoir le mieux-être-ensemble. En effet, face aux échéances électorales se profilent quatre possibilités que nous voulons analyser autour de quatre périodes clés, à savoir : avant la campagne électorale, pendant la campagne électorale, au cours du scrutin et après les scrutins.

Le devoir de paix étant dévolu aussi bien aux électeurs qu'aux candidats à élire (tenants du pouvoir ou opposants), les quatre périodes présentent deux possibilités de paix négative et deux possibilités de paix positive, l'idéal étant d'œuvrer à la paix positive avant, pendant et après le processus électoral qui, en principe, devrait aider la RDC à être, comme le dit l'hymne national, « plus beau qu'avant ». Mais cela est-il possible sans des citoyens porteurs de paix ou qui y aspirent de tout leur vœu et en tout état de cause.

Dans la présente réflexion, nous préciserons avant tous les notions que nous allons utiliser. Nous projeterons ensuite des scénarios chargés de conflits et nous nous pencherons enfin sur des attitudes porteuses de paix au niveau de chaque étape du processus électoral.

À dire vrai, plus la date buttoir du 23 décembre 2018 approche, plus il y a des craintes et des doutes quant à la gestion paisible de l'avant campagne électorale, pendant la campagne, au cours du scrutin et après-scrutin.

À noter que conformément à la Loi N°17/013 du 24 décembre 2017 modifiant et complétant la Loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales telle que modifiée, les candidats aux échéances électorales font la compétition pour un seul poste de Président de la république, 500 sièges à l'Assemblée nationale, 780 sièges pour les députés provinciaux, sachant que le nombre de sièges à pourvoir pour chaque Assemblée provinciale varie entre un maximum de 48 et un minimum de 18, des sièges de Conseillers urbains, Maire, Conseillers communaux, Bourgmestres, Conseillers de secteur ou de chefferie, et Chefs de secteur, selon les contextes de lieux.

Clarification des concepts

Distinguant la « paix négative » de la « paix positive », Johan Galtung signifie dans le premier cas, l'absence de violence entre groupes humains ou nations (--), tandis que dans le second, il fait référence à l'absence de guerre ou de conflit violent (++), ainsi qu'au développement de facteurs de coopération et d'intégration entre ces groupes ou nations afin de favoriser une paix durable. La paix, en ce sens, implique la combinaison de diverses valeurs dont : la tolérance, la compréhension et le respect mutuels, le dialogue interculturel, le respect des droits humains et de la diversité culturelle, la liberté d'expression, la cohésion sociale...

Avant la campagne électorale

Au regard de la situation politique avant la campagne électorale, il se fait remarquer, d'une part, une course en avant de la part de certains, avec des manœuvres sournoises d'autres parties qui, par ailleurs, mettent à mal ceux qui, tout en s'opposant et recherchant à se rassurer qu'il y a une alternance politique, ont difficilement déjà à être au même diapason quant aux stratégies électorales à adopter pour une lutte commune, étant donné que certains candidats de taille sont déjà invalidés, mais qu'ils sont encore à la recherche de solutions intermédiaires – légalement hors normes – par le truchement de la communauté internationale, étant donné ce que prévoit le calendrier électoral. À cela s'ajoute l'outil informatique devant servir aux scrutins à tous les niveaux, pour lequel il n'y a encore de consensus, les uns avançant le motif de minimisation des coûts et de la diligence quant à la proclamation des résultats, tandis que les autres estiment qu'il s'agit là d'un instrument devant faciliter la fraude électorale en faveur d'un camp bien précis. Par ailleurs, alors qu'une partie affûte ses armes politiques pour se rassurer qu'elle gagne les élections à tous les niveaux, une autre donne l'impression d'être divisée.

Ainsi, le climat social et politique est suffisamment tendu et incertain, au point d'attiser les haines multiformes faisant de chacun l'ennemi de tout le monde, et de tout le monde, l'ennemi de chacun. Aussi se remarque-t-il que tout en positionnant leurs pions les plus efficaces, des partis s'adonnent à une campagne précoce et diffamatoire les uns à l'égard des autres, comme s'ils étaient, non des adversaires mais plutôt des ennemis devant se salir ou s'abattre. À cela s'ajoutent des actions sans doute intéressées de certains candidats qui passent par-ci par-là pour faire figure de bonne foi afin de gagner les faveurs des électeurs qui, cependant, semblent quelque peu déçus et découragés quant à l'importance du processus électoral.

À ce niveau, la probabilité est que les électeurs soient désorientés et manipulés à travers la vision court-termiste des actions intéressées posées par des

candidats cherchant à se racheter, alors que le vote ne doit pas être fonction du court terme mais plutôt tenir compte du long terme, en fonction de ce que le candidat a été, est, et donne l'impression de devoir être dans le futur, sur base de son savoir-faire ainsi que son savoir-être, et en fonction du réalisme du projet de société dont il est porteur. Ce projet de société, il convient qu'il tienne compte du train-train du peuple, et des ressources aussi bien internes qu'externes, tenant aussi compte des attributions du poste auquel il aspire, étant donné qu'il y en a qui promettent même au-delà des compétences des postes auxquels ils aspirent.

Pendant la campagne électorale

Au cours de cette période, il est possible que certains candidats cherchent à construire leur popularité sur les faiblesses de ceux avec qui ils font la compétition. Pour cela, ils peuvent chercher à salir et noircir les autres, alors que l'éthique veut que chacun parle de lui et persuade les électeurs sans pour autant salir qui que ce soit. Aussi, sur base de diverses identités (régionale, ethnique, professionnelle, religieuse, idéologique...), il est possible que des citoyens soient opposés ou s'opposent les uns aux autres. Par ailleurs, comme pour les fiançailles, chaque candidat veut paraître la personne la plus gentille et charitable du monde ; chacun veut vanter ses mérites et promettre monts et merveilles pour gagner la confiance, prétendant être mieux à même de trouver solution aux problèmes de société. Pourtant, cela ne garantit rien du côté des électeurs, vu la fourberie possible. À ce point de vue, seul le passé des candidats compte ; le présent et le futur le sont moins, étant donné leur caractère déjà intéressé. En effet, non sans raison, la sagesse africaine soutient que "ce n'est pas le jour du combat qu'on aiguise sa lance", et que "ce n'est pas le jour de la chasse qu'il faut élever un chien". C'est bien avant, beaucoup de temps avant que cela se fait, faute de quoi, soit on arrive en retard et on rate le gibier, soit quelqu'un d'autre nous précède et gagne le butin. Le faiseur de paix (électeur ou candidat aux échéances électorales) devra, à ce stade, être en mesure de lutter contre deux dangers et promouvoir deux possibilités de paix.

Les deux dangers

La fièvre de la campagne électorale peut déboussoler si d'une part, l'on construit et favorise des identités exclusionnistes faisant croire que l'on a une identité unique et faite une fois pour toutes. Elle peut également déboussoler s'il arrive que l'on détruit des identités constructrices, si l'on ferme les yeux et les oreilles à la nécessité de l'unité dans la diversité, si l'on pense que le bien ne peut venir que de quelqu'un avec qui on entretient une certaine affinité (tribale, religieuse, politique, professionnelle...). Un candidat basant son argumentaire sur l'autochtonie et l'allochtonie par exemple aura fait

preuve de capacité nocive et d'inimitié avec la paix.

La stratégie populaire devra donc consister à déceler les malices manipulatoires des candidats à travers les promesses qu'ils font au peuple, comme s'il n'y a que cette période pendant laquelle ils se rendent compte des problèmes que rencontre le peuple. Il est nécessaire, à ce stade, que les structures d'information et de formation populaires édifient le peuple quant aux devoirs et attributions dévolues aux différents postes, pour permettre aux citoyens ordinaires de déceler les propos et intentions démagogiques véhiculés par les discours et faits politiques électoralistes et populistes manipulateurs. Tel, l'exemple de slogans politiques du genre : « mutoto wenu » (votre enfant) ; « munitume nitawatumikia » (envoyez-moi, je travaillerai en votre faveur) ; « mtetezi wa raiya » (le porte-parole du peuple) ; occasions de transport momentanément gratuits, alors que le rôle d'un député ne consiste pas à faire le taxi... En même temps, avec vigilance, les électeurs devront, toute raison gardée et bien savoir, en dépit des discours électoralistes, que "ce qui se dit lors de la pêche n'est pas ce qui se dit au partage des poissons". Leur analyse des candidats devra donc aller loin des propos tenus.

D'ailleurs, il convient d'avoir présent à l'esprit que "le repas ne dit pas de lui-même qu'il est bon." Ce sont donc ceux qui le savourent qui doivent en évaluer la qualité et non le repas lui-même. Quant aux candidats, ils devront éviter de se laisser tromper par des propos flatteurs de leurs collaborateurs de terrain qui, bien souvent cherchent à profiter de leur situation, prétendant battre campagne en leur faveur, et que les choses évoluent bien, alors qu'il n'en est pas nécessairement le cas. En effet, « quand le chien a de l'argent, on lui dit : "Monsieur le chien" ; mais s'il n'en a pas, on l'appelle simplement "chien". » Pour cela, il convient de bien distinguer les propos francs de ceux flatteurs ; c'est-à-dire, les propos excédant les limites éthiques de la polémique électorale. Quant aux possibilités de paix, c'est ce sur quoi portent les lignes ci-après.

Les deux possibilités de paix

Le bâtisseur de paix devra, toutes distances gardées pour favoriser la construction des identités constructrices et détruire les identités destructrices. Ces deux possibilités ne peuvent être mises à profit que sur base d'une capacité d'analyse critique. Construire une identité constructive, c'est accepter d'encourager les bonnes volontés manifestes en vue du changement positif de la situation de crise que connaît la RDC depuis l'indépendance-dépendance qui nous caractérise. Détruire les identités destructrices, c'est décider de ne pas céder la place à toute idéologie divisionniste caractérisant les discours politiques et les propos communautaristes faisant des « autres » la source de notre malheur, et des « nôtres », la garantie de notre bonheur.

L'expérience quotidienne fait de chacun le témoin de tant de biens reçus de personnes présumées « autres » que les « nôtres », et tant de maux subis de la part de celles supposées être « nôtres ». Cet état de choses devrait nous servir de leçon en matière électorale, pour comprendre qu'il est possible de compter aussi sur les « nôtres » que sur les « autres », étant donné que les uns et les autres sont capables du meilleur et du pire. Il n'y a aucune catégorie qui ne soit capable que du bien et une autre simplement capable du mal.

Il est, par conséquent, nécessaire que les propos des candidats soient exempts de tout caractère incendiaire et diffamatoire. Ainsi convient-il que la communication tenue soit non violente, de peur d'embraser une situation déjà tendue depuis des années. Ce type de communication devra permettre aux parties prenantes (électeurs entre eux, électeurs et candidats, candidats entre eux) de s'exprimer dans le strict respect de leurs différences qui, du reste, sont enrichissantes. Pour faire la paix, il sied de noter que le tableau personnel du candidat, pour sa communication électorale non violente devra avoir pour base son propre message clé, celui de son parti politique (à moins qu'il ne soit indépendant), son propre message clé, celui de son parti, et celui imposé par l'actualité de sa circonscription électorale. Pour convaincre, il n'a qu'à se baser sur ses propres convictions, ses expériences, avec des indicateurs, en fonction de ses moyens d'actions, et des citations en appui. C'est à ce prix que sera élagué toute possibilité de divaguer, pour des scrutins paisibles.

Au cours des opérations de vote

Les opérations de vote peuvent soit – bien que politiquement rare – se dérouler de façon consensuelle et paisible, soit être sujettes à contestation et/ou à la méfiance de la part d'électeurs ou de candidats déçus de la manière dont elles ont été préparées, ou des prestations politiques précédentes. Les opérations de vote font donc absolument face à trois catégories d'attitudes et de personnages : les acteurs (électeurs et candidats) en accord avec le processus, les acteurs y opposés, et des indifférents estimant que ce processus ne les engage pas, convaincus qu'il ne permettra aucunement de changer positivement la situation sociale, politique et économique des citoyens.

Au vu du climat de manque de confiance caractérisant le processus électoral en RDC, il est difficilement imaginable que les opérations de vote ne soient contestées au point d'en amoindrir la crédibilité et de compromettre ainsi la paix qui, d'ailleurs n'est pas encore acquise, au vu de l'insécurité multiforme (sociale, politique, économique et culturelle) caractérisant bien des régions du territoire national. Bien qu'il puisse arriver qu'au terme d'un consensus

entre les acteurs politiques, tout se passe dans la sérénité, il reste en même temps possible que des insatisfaits instrumentalisent des citoyens pour troubler l'ordre public ou boycotter les démarches électorales. Ce boycott porterait même atteinte à la liberté de participer ou de ne pas participer qui, du reste est un droit à garantir. La construction de la paix en cette période se fonde sur la capacité de tolérance quant à la diversité d'opinions et de choix, de participation et de non-participation aux opérations de vote.

Faute de consensus entre les acteurs politiques quant à l'utilisation de la machine à voter, la crédibilité du fichier électoral, l'inclusivité politique, l'inféodation apparente de la CENI au pouvoir, le manque de confiance dans l'administration de la justice, et l'application partielle des mesures de décrispation politique, il n'est pas du tout évident que les opérations de vote se fassent sans compromission de la paix. Ainsi, la probabilité est qu'il y ait des promoteurs de troubles, des contestataires, des indécis mais aussi des acteurs de bonne foi faisant cependant face à ceux qui ne le sont pas.

Les boycotteurs et contestataires (de tout bord politique : majorité et/ou opposition) pourront probablement être motivés par la peur du verdict des urnes, craignant ne pas avoir des résultats favorables à leur souhait de pérennisation au pouvoir ou d'alternance. Certains (l'opposition notamment) conçoivent mal que l'alternance puisse aussi avoir lieu dans le même camp, par changement pure et simple d'acteurs au sein de la même famille politique. Chose pouvant par conséquent, donner lieu à l'insatisfaction du côté de la partie opposée et l'auto-proclamation spectaculaire et infructueuse. Il convient néanmoins, de retenir que "le toit de la case finit par tomber si l'on ne remplace les poutres rongées par les termites". Les élections devront déboucher sur l'identification des poutres rongées et leur remplacement par d'autres encore en forme, pour éviter que la case que constitue notre nation ne tombe. Étant donné que la direction d'une nation exige des qualités et compétences qui ne sont pas données à tout le monde, il conviendra de tenir compte du proverbe qui stipule que "ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de chien au village que le chasseur va mettre des grelots au chat pour le remplacer." Les rôles à jouer nécessitent que chaque acteur joue son rôle, et non que tout le monde fasse tout et que tout soit fait par tout le monde. La suite de ces opérations sera fonction de la manière dont elles se seront déroulées.

Après les opérations de vote

Au terme des opérations de vote (contestées ou pas), l'heure est à l'attente du verdict des urnes. Il s'agit ici d'une période sensible pendant laquelle les uns et les autres brûlent d'envie de savoir enfin si oui ou non leur souhait correspond aux résultats du vote. Par conséquent, une communication violente peut facilement embraser le feu de la colère ainsi que le stress

d'attente. Si la phase précédente a été caractérisée par une contestation à outrance, il est bien clair que cette période risque de déboucher sur le chaos ; mais si les opérations de vote ont été marquées par un consensus politique de bonne foi, l'attente peut être moins stressante et moins dangereuse.

Au terme du processus électoral devant déboucher sur la prestation de serment et la prise de pouvoir par un nouveau dirigeant, il convient que l'ensemble des acteurs consolide les acquis de ce qui a été bien fait et agissent pour atténuer les divergences et tensions entre-eux. Pour cela, sérénité et esprit sportif sont les maître-mots, sachant que comme dit un proverbe chinois, « l'essentiel n'est pas de savoir monter à cheval ; il faut aussi savoir tomber », savoir faire face à l'échec. Au fait, ce n'est pas pour rien que nos ancêtres affirment que "celui qui désire la pluie doit aussi accepter la boue" ; c'est-à-dire, être non seulement en mesure de jouir de l'accomplissement de son souhait mais aussi être capable de résilience face aux déboires qui en résultent. L'un et l'autre engagent l'acteur direct (candidat) mais aussi tous ses dépendants (familiers, collaborateurs et partisans) qui se seront dépensés d'une façon ou d'une autre pour sa cause.

En tout état de cause, l'intérêt général doit primer sur son propre vouloir. Dans le cas contraire, l'on se mettrait à activer la haine conduisant au chaos et à l'ingouvernabilité de la nation, dans une logique du « lose-lose » (perd-perd) au lieu de concilier. Les structures de communication de masse (médias, églises, écoles...) ont, à ce niveau, le devoir de conscientiser le peuple, en toute neutralité, quant au devoir de participation à l'édification de la nation dans une logique d'acceptation de l'unité dans la diversité et la diversité dans l'unité. En plus de cela, il est utile d'initier et préparer tous les acteurs (surtout ceux sensiblement impliqués dans le processus), à être en mesure de gérer le deuil politique, pour leur permettre ainsi de gérer le traumatisme de la défaite électorale après qu'ils auront été congédiés du gâteau politique par des milliers d'électeurs.

Pendant ce temps, il est possible que l'un ou l'autre candidat, en collaboration avec ses partisans, pour l'un ou l'autre motif d'insatisfaction, ait à réclamer. La voie royale devra consister à emprunter la procédure légale, même s'il croit moins à l'équité dans l'administration de la justice. Sinon, adopter des méthodes et voies violentes c'est non seulement faire preuve de mauvaise foi mais également prouver ne pas mériter la confiance du peuple. Cette procédure démontre également l'incapacité du candidat à assurer la bonne gouvernance au cas où il était élu. À noter aussi que dans tous les cas, satisfait ou pas, tout citoyen digne de ce nom est en devoir de soutenir et respecter les institutions légalement établies. Au lieu de contester et œuvrer

à l'ingouvernabilité, quiconque n'est pas satisfait par le verdict des urnes a pour devoir de construire sa résilience et réclamer par les voies légales et/ou se préparer progressivement aux échéances électorales suivantes, sur base de l'expérience qu'il aura acquise des précédentes. De même, ceux en faveur de qui auront été les résultats des urnes ont le devoir d'œuvrer à traduire en faits les promesses de leurs projets de société sur base desquels ils devront être jugés par la suite.

Conclusion

La présente réflexion a porté sur la manière dont avant, pendant et après les élections, la paix peut être compromise ou bâtie. Il en résulte que pour bâtir la paix, tout citoyen (électeur ou candidat) est en devoir de promouvoir tout ce qui concourt à la paix, refuser tout ce qui la compromet, et éviter de détruire ce qui la construit, ou de construire ce qui détruit le mieux-vivre-ensemble.

Perspectives

Face à l'avenir

Les grands ressorts pour construire un Congo nouveau après les élections

Kä Mana

On ne peut pas réfléchir sur les élections qui s'annoncent en décembre prochain sans tracer les lignes d'horizon pour les années à venir et proposer des orientations essentielles sur lesquelles le nouveau gouvernement devra concentrer ses forces. Cet effort pour penser l'avenir et donner à voir les exigences fondamentales qui s'imposent non seulement au sommet du pouvoir mais à tout le peuple congolais porte sur une question essentielle : quelles sont les priorités sur lesquelles doit porter l'action gouvernementale et l'engagement des populations pour construire l'avenir après le règne de Joseph Kabila ?

Le point de départ

Pour répondre à cette question, il est bon de prendre comme point de départ les domaines où les 17 ans du pouvoir de Joseph Kabila ont montré leurs limites et ont été des échecs patents de l'action gouvernementale et de l'engagement des populations dans la transformation du pays.

Le domaine essentiel, c'est Joseph Kabila lui-même qui l'a désigné sous forme d'un regret : l'incapacité où il s'est trouvé de changer l'homme congolais. Il faut que le nouveau chef de l'Etat s'engage, avec son gouvernement, à changer radicalement l'homme congolais avec l'énergie profonde de l'homme congolais lui-même.

Ce changement de l'homme congolais passe par un autre domaine fondamental : la mobilisation de toutes *les richesses matérielles et immatérielles* du Congo à travers une dynamique de constructions de nouveaux imaginaires politiques, économiques, culturels et géostratégiques face à l'avenir.

Cela conduit à d'autres champs fertiles qui concernent la réussite du projet d'indépendance réelle, d'émergence d'une culture de la créativité et d'engagement sur la voie d'une ouverture responsable au monde.

Si les élections de décembre 2018 doivent avoir une signification pour notre pays, ce sera de donner au Congo des élus capables d'animer ces grands ressorts de la destinée congolaise et de les réussir.

Créer un nouvel homme congolais

Un mot a fait mouche à la fin du règne de Joseph Kabila. C'est Laurent Cardinal Monsengwo qui l'a mis à la mode lorsqu'il s'est écrié : *Que les médiocres dégagent !* Le contexte d'affrontement entre le pouvoir en place et l'opposition n'a pas rendu possible une interprétation juste de ce cri contre la médiocrité des médiocres au Congo.

Qui sont-ils ? Qu'est-ce qui constitue l'essence de leur être et que faut-il faire pour combattre et casser les pesanteurs de leur présence dans la société congolaise ?

Contrairement à ce que l'on croit à première vue, je ne pense pas qu'il soit fécond de réduire la signification du mot « médiocre » rien qu'à ceux qui occupent le sommet du pouvoir politique. Il s'agit plutôt de tous ceux que le sénateur Mutinga avait il n'y a pas longtemps désigné par un autre terme : les inconscients. Aux yeux de Mutinga, ce sont les Congolais dans leur ensemble qu'englobe la médiocrité comme cœur du problème de notre pays. Joseph Kabila va dans le même sens lorsqu'il reconnaît l'impossibilité où il s'est trouvé de changer l'homme congolais, c'est-à-dire de transformer l'homme médiocre en homme vertueux.

Faut-il alors que les Congolais soient contraints de céder concernant eux-mêmes à l'impératif du dégagisme à la mode et de quitter leur pays pour les laisser à quelqu'un d'autre ? Sûrement pas. L'exigence n'est pas de débarasser le Congo des Congolais, mais de changer les Congolais en hommes conscients de ce qu'ils doivent être pour que leur pays soit à la hauteur de ses capacités et de ses possibilités de bonheur dans le monde.

Pour ce faire, il y a un travail d'éducation fondamentale de l'homme congolais dont il faut faire qu'il devienne un homme rationnel, éthique et spirituel. Un homme dont le système de connaissance, le système de désir et le système d'utopie soient centrés sur les intérêts de son pays, sur les valeurs vitales de sa culture et sur un horizon de sens qui l'ouvre aux réalités ultimes qui font de l'être humain un vrai être humain.

Les médiocres, ce sont des hommes et des femmes qui n'ont jamais été formés et sensibilisés à ce socle d'exigences dont leur pays a besoin pour rompre avec sa mégacrise multiforme.

L'éducation de l'homme congolais devient alors la priorité des priorités. Concrètement, cela signifie que tous les lieux de l'éducation doivent être considérés comme des ancrages pour l'émergence du nouvel esprit dans le processus de construction d'une nouvelle société. Les familles, les écoles, les universités, les Eglises, les mosquées, les sociétés initiatiques traditionnelles, les mouvements des jeunes, les associations des femmes, les think Tanks

citoyens, les partis politiques, c'est partout que la politique de la création du nouvel homme congolais doit devenir le mot d'ordre essentiel. Avec pour exigence de nouveaux modes de penser, d'être, de vivre, d'agir et de rêver. Avec surtout la volonté de faire respecter par chaque Congolais le nouvel ordre social créé au service du pays.

Construire un Etat libre et fort

Il existe un autre domaine où les 17 ans du règne de Joseph Kabila ont laissé un bilan très mitigé dans la société congolaise. C'est le domaine de la construction de l'Etat. D'année en année, l'Etat congolais est devenu de plus en plus absent là où ses prérogatives régaliennes imposaient sa présence. Plus qu'à un Etat absent, on a eu affaire à un Etat délinquant, un Etat fantôme dont la seule visibilité est la peur que ses services de renseignement et de répression exercent sur ceux qui s'opposent au pouvoir en place. Quand on sait que la peur du fantôme n'a jamais été une base pour un ordre social solide, on peut comprendre que le sentiment d'insécurité ait pu être généralisé chez les Congolais face aux attaques extérieures, aux groupes armés et à toutes les forces de désordre qui sévissent au Congo.

Une reprise en main du pays par l'Etat est urgente, avec des forces de l'ordre éduquées et organisées pour garantir la sécurité des citoyens.

Dans la situation de l'ordre retrouvé, le gouvernement peut déployer une politique cohérente de renaissance du Congo et une diplomatie dynamique qui ont fortement manqué à notre pays au cours des dernières années de Joseph Kabila.

En même temps, le peuple congolais peut déployer son génie créateur et montrer au monde de quoi il est véritablement capable. Il laissera à l'Etat ce que l'Etat doit faire et s'occupera lui-même de ce qui relève de l'épanouissement d'un peuple conscient de ses possibilités et de ses responsabilités.

Mobiliser les richesses du pays pour une économie de la prospérité partagée

L'opposition congolaise l'a dit et répété à temps et à contretemps : la misère dans laquelle gémissent les populations congolaises aujourd'hui est l'une des plaies que les 17 ans du pouvoir de Joseph Kabila laisse saignante à son successeur, en même temps que le désespoir profond qu'éprouve notre peuple devant l'impossibilité de l'Etat à conduire à bonne fin les impératifs du programme des Cinq chantiers et l'ambition de la révolution de la modernité.

Malgré ce qui a été fait et qui est important à l'échelle des infrastructures, on ne peut pas se départir du sentiment que ce qu'il y a à faire encore doit

être au centre du travail du nouveau Chef de l'Etat. Le pays a besoin d'une politique vigoureuse du développement de l'entrepreneuriat et de la promotion de l'emploi. Il a besoin d'une politique vigoureuse dans le domaine des énergies pour la modernisation de tout notre territoire national. Il a besoin de la mobilisation de toutes les forces vives congolaises pour même à profit nos terres et notre sous-sol, nos forêts, nos espaces fluviaux et nos aires maritimes. Il a besoin de ce qu'offre notre faune et notre flore ainsi que notre espace aérien pour une économie en mesure d'en rentabiliser les gigantesques possibilités.

Mais tout cela n'est possible que si le nouveau gouvernement décide de s'attaquer à la gangrène de la corruption et des détournements de fonds qui empêche le Congo de mobiliser tout l'argent dont il a besoin à l'intérieur de ses propres frontières. Comme l'a montré le candidat à la présidence de la République, Noël Tshianyi, notre pays, s'il est rationnellement organisé et conduit selon les règles des valeurs éthiques citoyennes, peut rassembler, à partir de ses recettes fiscales et douanières, tout ce dont il a besoin pour réaliser les grands travaux pourvoyeurs d'emplois. Si on ajoute à cela toutes nos ressources naturelles que nous pouvons engager dans le commerce mondial, nous avons de quoi non seulement vaincre la misère, mais construire une grande économie de la prospérité partagée.

Il appartient au nouveau gouvernement de puiser dans le peuple congolais toute l'énergie nécessaire pour réaliser le miracle congolais face au monde.

Promouvoir une culture de l'imagination et de l'intelligence créatrices

Tout au long de la troisième République, nous avons souffert au Congo d'une grande maladie à laquelle doit s'attaquer le nouveau gouvernement : la maladie de la main tendue et des yeux tournés vers le ciel pour avoir des réponses à nos problèmes. Le temps est venu de comprendre qu'il faut aujourd'hui des solutions congolaises aux problèmes du Congo. Il faut engager chaque citoyen à chercher et à trouver ces solutions, à tous les niveaux, depuis nos terroirs villageois les plus reculés jusqu'aux plus hauts sommets du gouvernement et de l'Etat.

Nous avons, en fait, à construire une culture de l'imagination et de l'intelligence créatrice. Il est important que tout Congolais le sache et que tout soit mis en œuvre pour promouvoir cette culture qui doit désormais être la nôtre.

Lancer le Congo à la conquête de la puissance dans le monde

De par sa position géographique en Afrique et ses gigantesques ressources naturelles et humaines, le Congo est appelé à devenir une nation puissante

et à ouvrir le chemin de la puissance à toute l'Afrique. Cette vocation devra être au cœur de la nouvelle idéologie congolaise. Au cœur de notre politique, au cœur de notre économie et au cœur de notre culture, c'est cette idéologie de la puissance rayonnante qui doit désormais guider notre action.

Durant les premières années du règne de Joseph Kabila, nous avons eu tendance à oublier notre destinée de puissance pour nous enfermer dans les petites cavernes des problèmes sans ampleur mondiale. Le temps de la géostratégie d'un Congo porté par un vaste élan vers l'avenir du monde est arrivé. C'est l'heure de notre destinée et nous devons l'habiter avec grandeur, dans la conviction que nous avons aujourd'hui entre nos mains des solutions congolaises aux problèmes du monde.

Pour le Congo

Des élections gagnant- gagnant

Kä Mana

Devant la tâche d'organiser et de réussir les élections dans notre pays, il est nécessaire de savoir que ce qui compte vraiment pour le Congo aujourd'hui, c'est l'image et le poids que nous devons donner de notre nation à nous-mêmes et au monde entier après les premières années de la Troisième République. Cette image et ce poids dépendent du projet de vie nationale et du destin communautaire qu'il nous faut construire dès maintenant comme l'épure idéale de ce que nous désirons être, nous Congolaises et Congolais, dans nos rêves les plus ardents et nos pratiques sociales les plus susceptibles de faire émerger un autre Congo possible.

S'il fallait ramasser en une formule la tâche qui est la nôtre maintenant, le projet est clairement *de faire de la RDC la puissance politique, économique, culturelle et géostratégique la plus fertile et la plus porteuse de grandes espérances pour toute l'Afrique.*

Il nous faut les moyens de cette puissance et nous avons le devoir de créer toutes les conditions nécessaires à l'accomplissement de ce projet. A savoir : la paix, la sécurité, la foi en nous-mêmes, la libération de notre génie créateur et la confiance en nos capacités de poser les bases fécondes pour une prospérité communautaire et une culture de bonheur partagée.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent la signification la plus profonde et la portée la plus fertile des élections que notre pays organise ce 23 décembre 2018.

Il ne faut pas imaginer que ces élections seront parfaites ni qu'elles correspondront à toutes les attentes dont le présent livre a fait état. Ces attentes ne sont ni des revendications naïves ni de rêves romantiques. Elles sont l'expression d'un souhait virulent et d'une volonté vive de voir s'ouvrir une nouvelle destinée pour notre pays, un nouvel horizon dont l'homme congolais serait désormais responsable au-delà des imperfections et des déceptions dont toutes les élections en Afrique sont le lot de décennie en décennie.

Cela veut dire que dans les faiblesses organisationnelles et dans les contestations qu'elles susciteront comme dans les joies et les célébrations de victoire qu'elles engendreront, les élections dont nous serons acteurs et

témoins bientôt doivent avoir une visée forte : le désir de rompre avec l'idée négative que le monde se fait de nous et la force de construire un Congo nouveau, une société digne de nos rêves et des idéaux éthiques que nous portons comme peuple.

Elles ne devront pas être une occasion de divisions ou d'antagonismes indépassables entre Congolais, mais un effort pour asseoir chez nous une démocratie positive, capable de nous faire comprendre qu'un processus électoral est destiné à donner au pays des dirigeants qui rassemblent les citoyens autour des intérêts, des valeurs et des finalités d'un projet sur lequel ils seront jugés et dont ils sont redevables au peuple congolais tout entier. Ils sont appelés à réaliser ce projet et à laisser la place à d'autres dirigeants dans une alternance qui doit devenir le rythme normal pour exercer des responsabilités politiques sur la terre du Congo.

L'important dans cette perspective, c'est le Congo comme espace d'un vivre-ensemble, d'un agir-ensemble et d'un rêver-ensemble où se construit une volonté commune pour unir les populations dans un grand dessein, dans une grande destinée que chaque Congolais devra porter dans son esprit et dans son cœur et transmettre aux générations futures : la destinée de grandeur, de puissance et de rayonnement grandiose de notre pays dans le monde.

Il convient d'aller aux élections dans cet esprit, avec la conviction de faire du suffrage qui s'offre à nous un grand moment symbolique et un rite national de refondation de notre Etat dans l'énergie d'un être-ensemble pour le bonheur d'être congolais. Dans cet esprit, l'essentiel n'est pas de gagner ni de vaincre, l'essentiel est le Congo que nous voulons construire. Chaque élection doit être vécue comme un grand moment de cette construction, avec une dimension initiatique pour rappeler à l'homme congolais les valeurs, les finalités et les raisons de vivre qui font de lui un citoyen dans une nation dont il est responsable.

Quand on est animé par cette ardeur et cette passion pour changer l'image que nous devons donner de notre nation dans le monde, on ne va pas aux élections pour un quelconque triomphe d'un camp ou d'un autre, on y va pour le Congo.

Ce Congo qui est notre cause commune, le temps est venu de faire rayonner sur lui la lumière de ce qu'il doit être.

Elections en RDC : à quoi sont-elles la réponse ?

Onesphore Sematumba

Depuis la signature de l'Accord de la Saint-Sylvestre le dernier jour de décembre 2016, les élections en RDC sont sur toutes les lèvres, ou presque. Les capitales du monde globalisé en parlent, elles figurent à l'ordre du jour des réunions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies ; elles causent des insomnies à la Mission des Nations Unies en RD Congo, la MONUSCO, dont la candidature à l'appui logistique a été invalidée avant même celle de certains cadors de l'opposition à la présidence ; elles occupent les conversations des coiffeurs, des vendeurs de carburant à la sauvette si pittoresquement nommés Kadhafis ; elles alimentent les bouches affamées des chômeurs qui espèrent d'elles enfin l'avènement d'un nouveau règne qui leur apportera autre chose à se mettre sous la dent que l'air frais du soir. Bref, les élections en RDC sont devenues des stars.

Les élections et leurs grades

En RDC, l'exercice électoral plus ou moins ouvert a commencé à être une réalité en 2006. Auparavant le vaste pays endormi au cœur de l'Afrique ronronnait au gré des élections factices organisées par le Maréchal Mobutu dont le long règne (1965-1997) a été balayé par une bourrasque partie de l'Est de ce qui s'appelait alors Zaïre ; à cette période des « Zairois dans la paix retrouvée » succédera une autre tumultueuse, marquée par des guerres et des conflits violents ayant plongé le pays dans un état de fragmentation dont il aura de la peine à se remettre. Au niveau central, le pays retrouva une accalmie globale et son unité géographique grâce à une laborieuse médiation étrangère et essentiellement africaine. Dans la foulée des bonnes nouvelles une nouvelle Constitution fut écrite, adoptée et promulguée, après un Referendum populaire sans que la plupart des Congolaises et des Congolais l'aient préalablement lu, pour plusieurs raisons que je n'invoquerai pas ici. Le Referendum avait été résumé lapidairement en un choix entre la Paix (le oui) et la guerre (le non). Le oui l'emporta, évidemment. Après le referendum, les Congolais furent convoqués ensuite pour élire leur Président, leurs députés nationaux et provinciaux en 2006. Les députés provinciaux choisirent à leur tour les sénateurs et les gouvernements provinciaux, avec à leur tête, les puissants Gouverneurs de Province, alias « GouPro ». Le processus s'arrêta là ; les élections locales, municipales et urbaines, pourtant

mentionnées sur la carte d'électeur (très précieuse, elle tient aussi lieu de carte nationale d'identité !) furent renvoyées à... plus tard. Elles n'eurent pas lieu.

Les cinq ans de mandat des élus s'écoulèrent avec la rapidité d'un torrent des régions tropicales après une grosse pluie. La Commission électorale nationale, appelée aussi indépendante, la CENI, s'attela à organiser un nouveau cycle de scrutins, alors que le précédent était inachevé. Entre-temps, la CENI avait changé de Président, le prêtre catholique, M. l'Abbé Apollinaire Malumalu Muholungu, avait laissé son fauteuil à un Pasteur protestant, Ngoy Mulunda. Après un scrutin marqué par des cafouillages indescriptibles, furent élus le Président de la République et les députés nationaux. L'élection des députés provinciaux, bien que marquée sur la carte d'électeur, rejoignit les locales, les municipales et les urbaines dans la cage des élections à organiser... plus tard. Elles ne furent jamais organisées. La non-tenu des élections provinciales eut comme conséquence politique de plonger dans l'illégitimité populaire le Sénat et son président, qui est la deuxième personnalité de la République ainsi que les Assemblées provinciales, desquelles émanent les puissants GouPro et leurs gouvernements. Commença alors une longue période de « bonus », que les politiciens congolais nommèrent « glissement ». En 2016, le glissement rattrapa le Chef de l'Etat lui-même et le Parlement dont émanait le Gouvernement central. Personne, apparemment, n'avait vu passer les cinq ans de la nouvelle législature. Ni la majorité présidentielle, qui avait tout à gagner dans le « glissement », ni l'opposition, dont la stratégie est restée pour moi une énigme jusqu'à ce jour. Pour sauver les meubles, la Constitution fut mise sous le placard, et une série de marchandages politiques et de coups bas permirent la mise en place ou la continuité des institutions, en attendant la tenue effective des élections en décembre 2018.

Avec cette logique de tenue des élections en fonction de leurs grades, qui consiste à bâtir la gouvernance par la toiture, la perspective d'une gestion véritablement décentralisée, telle que mentionnée dans la Constitution, pourrait continuer à s'éloigner. Et rien n'assure qu'après la tenue simultanée des trois scrutins le 23 décembre 2018 celle des « petites » élections sera assurée. Dans le débat houleux autour de la machine à voter, certaines voix proposent que cet outil controversé soit utilisé lors de la présidentielle, et que les autres se fassent par le bulletin papier. Ce qui pourrait conduire à n'organiser que la présidentielle, en remettant les autres aux calendes... congolaises.

Les élections, pour quoi faire ?

Ainsi posée, ma question pourrait paraître une provocation. Mais loin de moi l'idée d'ajouter une énième provocation à toutes celles qui circulent en RDC. De manière générale, une élection, en politique, est un exercice à travers lequel le peuple donne ou renouvelle sa confiance à ses dirigeants, ou, comme c'est souvent le cas, les sanctionne en la leur retirant. Le bulletin de vote constitue donc un outil de pouvoir entre les mains des citoyens afin de s'assurer que leur bien (l'Etat, le Pays, la Nation) est entre de « bonnes mains » ; il le sort à des échéances aussi régulières que les saisons culturelles qui règlementent sa vie de paysan ou les fins des mois des salariés lorsqu'ils sont régulièrement payés.

Qu'en est-il au Congo ?

Selon un tropisme hérité de la colonisation, où le Roi régnait et cristallisait tous les fantasmes à partir de la lointaine Belgique, les élections sont généralement réduites, rétrécies à la seule désignation du Président de la République. Il n'y a qu'à voir toutes les énergies investies par l'opposition pendant la période qui a culminé avec la désignation du dauphin de Joseph Kabila, le 8 octobre 2018. Il n'y a qu'à écouter les ténors de la majorité présidentielle entonner des antiennes à la gloire du Chef sur tous les tons et en toutes circonstances. L'on croirait que c'est la seule qui vaille, le reste relevant du cosmétique démocratique.

Et pourtant, les autres élections valent bien quelque chose, et elles m'intéressent autant, sinon plus, que celle qui ne va porter au pouvoir qu'une seule personne, pour quelques années dans la solitude du pouvoir suprême.

Que reflètent les listes des candidats députés et quelles sont leurs motivations à postuler à ces fonctions ?

Ce qui frappe d'emblée, en décortiquant les listes publiées par la CENI, c'est la pléthore des candidatures. Dans la ville de Goma, les 5 sièges de députés nationaux sont convoités par 141 hommes et 36 femmes ; dans celle de Butembo, une autre grande ville du Nord-Kivu, les 4 sièges attisent la convoitise de 121 hommes et 10 femmes. Pour l'ensemble de la RDC, 19 640 concourent pour occuper les 500 confortables sièges du Palais du Peuple. Mais qu'est-ce qui donc fait courir tout ce beau monde ? Tout, sauf servir leurs électeurs, serais-je tenté de dire. Ici plus qu'ailleurs, seuls priment les intérêts du candidat.

Dans un pays où le taux de pauvreté flirte avec les records mondiaux et où les salaires sont insignifiants pour la petite minorité qui en reçoivent, les gens ont développé des mécanismes de survie appelés communément « l'informel » mais qui relèvent plutôt de ce que les Congolais appellent le

système D (la débrouillardise) ou « chance eloko pamba » (la chance est aléatoire, tout est possible). L'exercice de la politique est tombé dans la catégorie de l'informel, du système D, depuis la fin des années 1990, quand on a vu émerger une élite issue du néant politique et militaire consécutif à l'effondrement du système Mobutu. Cette élite désormais au pouvoir cherche à tout prix à le garder avec les énormes avantages qui vont avec. Cette année encore, la plupart des députés en exercice sont candidats à leur réélection, parfois après avoir changé de parti politique à l'insu de leur électorat.

Les autres sont des nouveaux qui lorgnent ces avantages et rêvent de Kinshasa ou des assemblées provinciales pour des raisons parfois cocasses. Un candidat à qui je demandais pourquoi il se présentait alors qu'il a (déjà) assez d'argent, m'a répondu qu'accéder au rang d'« honorable » lui permettrait d'avoir moins de tracasseries à l'importation de ses marchandises !

Mais le phénomène le plus effrayant pour la construction de ce pays et de ces institutions est la culture de la dévolution biologique du pouvoir législatif sous couverture démocratique, qui relève à la fois de l'escroquerie et de l'arnaque politiques. Selon la loi en vigueur, les députés sont élus au suffrage universel direct. Mais la même loi stipule qu'en cas d'empêchement, le siège du député élu est occupé par son premier suppléant. Une brèche dans laquelle la plupart de nos compatriotes se sont engouffrés, en positionnant leurs propres enfants et leurs épouses comme suppléants. Et comme la loi permet qu'un candidat postule à plusieurs niveaux à la fois, certains sont juste candidats à une députation pour pouvoir caser leurs rejetons ou leurs dames, sans que les électeurs ne soient au courant du stratagème. Il y a littéralement mensonge sur la marchandise ; les électeurs désignent le papa comme député, et c'est le fils, la fille ou l'épouse, qui sort du chapeau

Parlons enfin de la qualité de nos futurs élus. Une assemblée, qu'elle soit nationale, provinciale ou locale, se doit d'être représentative de toutes les composantes sociales, de toutes les sensibilités et de toutes les opinions. C'est cela qui assure la vie de ces institutions où l'on parle, où l'on discute, où l'on débat. Ceci posé, il y a tout de même des limites, et les électeurs devraient ouvrir l'œil et le bon. Dans l'esprit du « chance eloko pamba », toutes sortes de personnes sont dans les starting-blocks : des stars locales et nationales de la musique, des jeunes retraités du football, mais aussi des individus aux dossiers judiciaires très douteux, au point que l'on se demande comment diable ils se sont retrouvés sur les listes électorales. Sans préjuger du profil idéal du député, les électeurs devraient envoyer au parlement « le moindre mal », et non les candidats « ma ! ».

Les candidats « ma ! »

Une chanson à succès, d'un jeune de Goma, traite, avec une hilare lucidité, de la campagne électorale en Rd Congo. On y entend un candidat promettre tout et n'importe quoi à ses électeurs, en ponctuant ses dons par un « ma ! » (« prends !) qui rythme ce rap qui mériterait qu'il soit traduit dans toutes les quatre langues nationales. Après avoir promis la gratuité des syllabus et des droits d'auteurs aux étudiants, des soutien-gorge et des chaussures aux jeunes filles, des concubins et des chambres d'hôtel aux prostituées, des RE-GIDESO et des routes à tous, et « autres choses », le candidat conclut, dans un rire aussi tonitruant que suffisant, que rien ne va lui barrer la route du Parlement cette fois-ci. Parce que l'achat des voix, la corruption, sont des stratégies communes lors des processus électoraux en RDC, comme est commun et banal le fait pour un automobiliste de glisser un billet dans la main offerte du « roulage », le policier commis à la circulation routière.

Un jour j'ai appelé un cousin au village, pour lui demander pour quel candidat député penchaient les faveurs de mes tantes, oncles, cousines, cousins, voisines et voisins. Il m'a répondu : « nous allons tous voter le candidat « ma ! ».

J'ai compris. Et je continue à vous poser la question : les élections, c'est une réponse à quoi ?

Achévé d'imprimer à Goma, novembre 2018